



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

**l'icône**  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

### **Exercice 12 février**

- Région de Dieppe : pour quelles raisons les sirènes et les portables vont sonner jeudi 12 février ? (Paris Normandie)

### **Industrie**

- Élus et industriels main dans la main pour lancer « l'Appel du Valasse » en faveur de la décarbonation et de la réindustrialisation (Paris Normandie)

### **Économie et vie des entreprises**

- Vallée de la Seine : un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour accélérer la transition écologique (Gazette de Normandie)
- Renault Sandouville : la météo à Gibraltar impacte l'approvisionnement (Paris Normandie)
- Après Rouen, les Forces françaises de l'industrie s'installent au Havre (Gazette de Normandie)
- Une entreprise anglaise va délocaliser son activité à l'entrée de Dieppe (76 actu)
- Insertion professionnelle et biodiversité au cœur de ce premier rendez-vous d'entreprises à Dieppe (76 actu)

### **Sécurité**

- 2 500 cartouches de Marlboro contrefaites dans le fourgon : deux hommes condamnés (Ouest France)
- Près du Havre. Un collège privé porte plainte après une fausse menace attentat au C4 (Ouest France)
- Un message malveillant évoquant de l'explosif dans le collège privé de Montivilliers envoyé via Pronote (France Bleu)
- "Du C4 partout dans l'établissement" : menace d'attentat dans un collège de Montivilliers (76 actu)
- Menaces d'attentat dans un collège de Montivilliers : ce que l'on sait (Paris Normandie)
- Près de Barentin. Plusieurs chevaux effrayés par des chiens de chasse, une main courante déposée (Courrier Cauchois)
- En Seine-Maritime, des chevaux effrayés par des chiens de chasse finissent sur la route : « C'est déplorable » (76 actu)
- Au Grand-Quevilly, la ville embauche un deuxième chien au sein de sa brigade cynophile municipale (Paris Normandie)
- Près de Doudeville. Un violent incendie ravage une habitation, de nombreux pompiers sont sur place. (Courrier Cauchois)
- Une femme poignardée par son conjoint : l'homme activement recherché par la police (France 3)

- Une enseignante visée par une enquête pour violences sur des écoliers près de Dieppe (76 actu)

## **Divers**

- Six camions crèvent coup sur coup près du pont Flaubert à Rouen, créant de gros embouteillages (France Bleu)

## **Collectivités locales et équipements publics**

- Près de Rouen, le moulin incendié de Blainville-Crevon va être racheté par la commune (Paris Normandie)
- La Ville d'Elbeuf mise sur un budget prudent mais stable et lance de gros chantiers en 2026 (Paris Normandie)
- Veules-les-Roses lance un appel à projet au clos Saint-Vincent (Paris Normandie)
- À Fécamp, les résultats budgétaires au cœur du dernier conseil municipal, avant les élections (Paris Normandie)

## **Politique**

- Politique. Pourquoi cet ancien Premier ministre se rendra-t-il à Yvetot ce jeudi ? (Courrier Cauchois)
- Une sénatrice veut imposer la réinstallation des distributeurs de billets dans les petites communes (France 3)
- Cany-Barville. Xavier Batut dans la course pour les municipales (Courrier Cauchois)
- Xavier Batut candidat aux municipales veut être « utile pour Cany-Barville » (Paris Normandie)
- Municipales à Rouen : qui sont les membres de la liste de Marine Caron, candidate de la droite et du centre ? (76 actu)
- Municipales 2026 à Rouen : Qui figure sur la liste de Marine Caron ? (Paris Normandie)
- Municipales 2026 : à Bois-Guillaume, Théo Perez vise un second mandat (Paris Normandie)
- Municipales à Notre-Dame-de-Bondeville : Virginie Bottais veut redonner la confiance (Paris Normandie)
- Municipales 2026. "Si on prend la carte de la Métropole, Bois-Guillaume est la commune la plus cambriolée" : la sécurité au cœur de la campagne électorale (Tendance Ouest)
- Municipales 2026. La première adjointe défie le maire sortant dans ce village près de Bolbec (Courrier Cauchois)
- Duclair. Jean Delalandre est candidat à sa réélection (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026. "Sans étiquette, mais pas sans ambition" : découvrez tous les noms de la liste de Patrick Cibois à Lillebonne (Courrier Cauchois)
- Municipales 2026. Denis Quesnay maintient le cap vers un 6e mandat à Cropus (Paris Normandie)
- Municipales 2026. La liste d'opposition de Stéphane Masse veut redonner une direction aux projets (Paris Normandie)
- Municipales 2026. À Mers-les-Bains, l'ancien maire et député veut retrouver son écharpe (Paris Normandie)

- Municipales 2026. Emmanuel Mallet s'engage à Forges-les-Eaux pour « changer de disque dur » (Paris Normandie)

## **Éducation**

- Rentrée 2026 : "Chaque suppression de postes, c'est un enseignant en moins", selon la FSU-SNUipp 76 (France Bleu)
- Suppressions de postes et d'une classe de Seconde envisagées au lycée Georges Brassens de Neufchâtel-en-Bray (76 actu)

## **Justice**

- "Il n'avait pas conscience de commettre une infraction", le pari risqué de la défense de Nicolas Bay au procès en appel du RN (France 3)
- Incendie des Verre et acier à Rouen : la condamnation des trois adolescents est connue (Paris Normandie)
- « Je serai là pour défendre ma fille. » Deux médecins poursuivis pour homicide involontaire au Havre (Paris Normandie)

## **Patrimoine**

- Près de Rouen, le public appelé à voter pour sauver une Pietà, œuvre d'art en péril (76 actu)

## **Acteurs publics**

- L'incivilité et le sentiment d'ingratitude font de plus en plus hésiter les maires à se représenter
- "Pour affirmer le rôle de la Dinum en tant que CTO de l'État, nous misons sur l'édiction de normes et l'audit"
- Amélie de Montchalin attendue de pied ferme à la Cour des comptes
- FIPHFP – Budget – Durabilité

## Région de Dieppe : pour quelles raisons les sirènes et les portables vont sonner jeudi 12 février ?

*Loïc Potier*

4-5 minutes

---

Un exercice de sûreté nucléaire va se dérouler jeudi 12 février 2026 sur la centrale de Penly, près de Dieppe. Les dispositifs d'alerte pour les habitants de la région de Dieppe seront activés pour cette simulation.



Publié: 11 Février 2026 à 07h11 Temps de lecture: 2 min

Un exercice national de sécurité nucléaire en lien avec la centrale nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Penly, commune de Petit-Caux, est organisé ce jeudi 12 février 2026.

L'exercice doit tester les dispositifs d'alerte et de gestion de crise qui seraient déployés par les pouvoirs publics et EDF afin d'assurer la protection de la population, dans l'hypothèse d'un accident nucléaire. [Il s'agit d'une simulation « sur table »](#) qui n'aura qu'une faible influence sur les activités des personnes vivant à proximité de la centrale nucléaire. Un scénario mystère a été établi simulant un accident et il s'agira de mettre tout en œuvre pour le résoudre. L'exercice est obligatoire pour assurer le fonctionnement de la centrale nucléaire.

### Message sur les téléphones portables

À l'occasion de cet exercice, une partie des dispositifs d'alerte prévus par le plan particulier d'intervention (PPI) sera testée selon le périmètre du scénario, notamment les sirènes de l'exploitant, les sirènes du système d'alerte et d'information des populations (SAIP) positionnées dans nombre de communes, Fr-Alert (sur les téléphones portables), ainsi que les moyens d'alerte propres aux communes et intercommunalités. Même éteint, le téléphone portable de chacun pourra sonner de façon particulière.

## Élus et industriels main dans la main pour lancer « l'Appel du Valasse » en faveur de la décarbonation et de

Stéphane SIRET

6-8 minutes

À l'occasion d'une journée consacrée à la décarbonation et à la souveraineté industrielle, les élus du territoire de Caux Seine Agglo, emmenés par Virginie Lutrot, veulent interpeller l'État afin de garantir davantage de stabilité au profit des nouveaux investissements.



Publié: 10 Février 2026 à 16h32 Temps de lecture: 3 min

Aux grands mots, aux grandes envolées qu'elle juge souvent trop théoriques, Virginie Lutrot préfère l'expérience du terrain. De là où émergent le concret et les réponses aux grands défis. Dans le secteur industriel en particulier. C'est cette idée-force qui guide le rendez-vous du jeudi 12 février 2026 à l'abbaye du Valasse, à Gruchet-le-Valasse, au centre d'un écosystème industriel qui fait battre le cœur d'une région.

### « Une solution pour réindustrialiser »

Vice-présidente de la Région Normandie, maire de Port-Jérôme-sur-Seine et présidente de Caux Seine Agglo, Virginie Lutrot y accueille avec l'Agence de développement de la région (AD Normandie) des rencontres sur le thème « Décarbonation et réindustrialisation ». Car elle en est convaincue, son territoire qu'elle dépeint volontiers comme *« industrie friendly »* mérite d'être érigé en « *exemple* ». Et bien au-delà des seules limites de la Normandie. D'où la présence d'abord annoncée du ministre en charge de l'Industrie, Sébastien Martin, mais finalement annulée pour cause de déplacement avec le Premier ministre. Qu'importe, le message lui sera transmis...

Dans cette partie de la vallée de la Seine, où l'activité économique

s'est développée au cours du XXe siècle avec l'industrie pétrolière et pétrochimique, la décarbonation constitue un enjeu majeur. Pour la transition écologique et énergétique bien sûr, mais aussi pour l'emploi. Car ces derniers mois ont été marqués par des secousses sévères, avec la mise en vente de la plateforme ExxonMobil, aujourd'hui dans les mains de North Atlantic, et la fermeture prochaine de l'usine Arlanxéo (caoutchouc synthétique, 163 emplois directs). Sans compter les effets sur les sous-traitants qui constituent une grande partie du tissu industriel.

Ce bassin industriel a les moyens de se projeter dans l'avenir, selon Virginie Lutrot. Les projets sont là : [Eastman](#), qui attend encore d'y voir plus clair dans le magma de la réglementation européenne pour édifier une unité de recyclage du plastique à un milliard d'euros ; [Futerra](#), qui a déposé une demande de permis de construire pour une bioraffinerie... D'autres projets sont dans les cartons. Tous vont dans le sens d'une décarbonation de l'industrie. « *C'est la solution pour réindustrialiser* », souligne la maire de Port-Jérôme-sur-Seine.

### « L'Appel du Valasse » pour plus d'efficacité

Mais à condition toutefois que les règles soient claires et suffisamment lisibles pour les industriels. « *Nous ne sommes pas des vendeurs de mètres carrés sur une zone industrielle. Nous avons une stratégie* », précise l'élue, qui met en avant les infrastructures existantes (réseaux de vapeur, capacité électrique, production d'hydrogène...) pour attirer les nouveaux investissements. Mais il arrive que cette stratégie se heurte aussi aux aléas politiques, signes d'instabilité et d'incertitude.

Virginie Lutrot veut donc profiter de ce rendez-vous du 12 février pour lancer son « Appel du Valasse » signé par des élus et des industriels. « *Il faut une règle des cinq ans* », dit-elle. « *Il n'y aura pas de réindustrialisation sans stabilité, sans vision et sans territoires* », indique de son côté l'ADN, qui explique également que l'Appel du Valasse vise « *à bâtir une industrie sobre, compétitive et durable, où transition écologique et souveraineté industrielle ne s'opposent plus mais avancent de concert au sein d'un même projet national.* »

### La règle des « trois cinq »

L'appel « collectif » du Valasse repose sur des fondations simples : cinq ans. Autrement dit, « *cinq ans de stabilité normative, y compris environnementale, cinq ans de stabilité fiscale pour les industriels et les territoires, des contrats territoriaux de cinq ans entre l'État, les Régions et les intercommunalités pour sécuriser les investissements industriels stratégiques.* »

Si ce pacte dit des « trois cinq » était retenu par le ministre de l'industrie, il faudrait l'intégrer dans la réglementation ou la loi. Mais pour Virginie Lutrot, l'enjeu est celui de la réindustrialisation. À l'heure où les projets Eastman et Futerro tardent à se concrétiser, cet appel est aussi destiné à faire accélérer les processus de décision. À tous les échelons.

Lire aussi



[Beuzeville-la-Grenier : un concert pour réunir Bistr'aux livres et Fabrik à sons](#)



[Xavier Batut candidat aux municipales veut être « utile pour Cany-Barville »](#)





## Vallée de la Seine : un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour ac ...

*Par Chloé Guerout*

~3 minutes

---

En bref

### Vallée de la Seine : un nouvel appel à manifestation d'intérêt pour accélérer la transition écologique

Un nouvel appel à manifestation d'intérêt vise à soutenir des projets interrégionaux de transition écologique en Vallée de la Seine, à destination des acteurs économiques et des territoires.



Vallée de la Seine. © DR

Publié le 10 février 2026 - Mis à jour le 10 février 2026

L'État, via l'Agence de la transition écologique (Ademe), la Région Normandie et la Région Île-de-France lancent une nouvelle édition de l'appel à manifestation d'intérêt «Transition écologique et valorisation économique». Inscrit dans le Contrat de plan interrégional État-régions (CPIER) Vallée de la Seine, il s'adresse aux porteurs de projets franciliens et normands.

#### Cinq priorités pour décarboner l'économie

L'AMI cible cinq axes stratégiques : mobilités durables, réduction



de l'empreinte carbone industrielle, économie circulaire et boucles locales, énergies renouvelables, ainsi que l'adaptation au changement climatique et la résilience des territoires.

Sont éligibles des études de faisabilité, des expérimentations et démonstrateurs, ou encore des actions d'accompagnement au changement de comportement. Les projets doivent présenter une structuration partenariale interrégionale et répondre aux enjeux économiques et environnementaux de la Vallée de la Seine.

Depuis 2015, le CPIER Vallée de la Seine a soutenu 70 projets, représentant 24 millions d'euros d'aides et mobilisant 190 acteurs.

La date limite de candidature est fixée au 31 mars 2026.

## Renault Sandouville : la météo à Gibraltar impacte l'approvisionnement

Karine LEROY

5-6 minutes

La production de l'utilitaire Renault Trafic a été impactée par l'approvisionnement de câblages en provenance d'un fournisseur installé au Maroc, en raison des mauvaises conditions météorologiques sur le détroit de Gibraltar.



Les salariés de Sandouville sont soumis aux aléas des approvisionnements. - Archives Karine Leroy/Paris Normandie



Publié: 10 Février 2026 à 14h45 Temps de lecture: 1 min

Le site [Renault de Sandouville](#), qui fabrique l'utilitaire Trafic, a été impacté par un manque d'approvisionnement de câblages électriques. Ils sont fournis par l'entreprise [Lear Corporation](#), spécialisée dans la fabrication et la distribution d'équipements intérieurs automobiles, basée à Tanger au Maroc. Les mauvaises conditions météorologiques sur le détroit de Gibraltar, entre l'Espagne et le Maroc, bloquent le trafic des marchandises par voie terrestre depuis plusieurs jours.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

## « À flux tendu »

Les équipes de nuit du montage et de la peinture de Renault Sandouville n'ont pas pu travailler dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 et celles des départements d'emboutissage, peinture et montage n'ont pas pu prendre leur poste lundi 9 au matin. En revanche, grâce à une livraison assurée par avion lundi 9, l'équipe de l'après-midi a pu embaucher. Si celle du mardi 10 février a pu être travaillée normalement, qu'en est-il des prochaines ?

« *Je ne pense pas qu'on pourra finir la semaine... Nous sommes à flux tendu...* », expose le délégué syndical central adjoint FO Renault SAS, Fabien Gloaguen. D'autres usines du groupe Renault, comme celle de Maubeuge, par exemple, où est produit Kangoo, subissent la pénurie des faisceaux électriques. Le site nordiste doit observer une activité partielle jusqu'au lundi 16 février 2026. Ces répercussions sur l'approvisionnement concernent également le site de Batilly où est fabriqué Renault Master et celui de Douai d'où sortent Scenic et R5.

« *Les leçons du Covid n'ont pas été retenues avec le problème d'approvisionnement de puces électroniques... Nous sommes dépendants de la météo, on ne peut pas la maîtriser mais au moins grain de sable, la machine se grippe* », regrette Fabien Gloaguen. Le syndicaliste rappelle que Sandouville s'approvisionnait auparavant au Parc industriel fournisseur... à deux pas de l'usine permettant une certaine réactivité quand une pièce venait à manquer. Aujourd'hui, Lear Corporation fournit l'ensemble du câblage depuis le Maroc.

D'autres constructeurs, notamment du groupe Stellantis (Peugeot, Citroën) subissent les effets météo observés dans le détroit de Gibraltar. Selon Hespress, l'[Autorité Portuaire de la Baie d'Algésiras](#) a ordonné la suspension totale des traversées entre le port de Tarifa et Tanger-Ville en raison des vents violents et des précipitations intenses depuis fin janvier, dans cette zone.

Lire aussi

[Le Havre. Un seul en scène musical avec Nicolas Chaigneau à voir au Volcan](#)

[Les clubs Rotary du Havre viennent au secours d'un hôpital en Ukraine](#)

[Menace d'attentat au collège, un motard se tue sur la rocade nord, Mélissa Da Costa... Le point actu à 20h](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

## Après Rouen, les Forces françaises de l'industrie s'installent au Havr ...

Par L.R

3-4 minutes

---

### En bref

Le Havre s'apprête à accueillir un nouveau club des Forces françaises de l'industrie (FFI) le 12 mars prochain. Portée par Gérald Bertin, cette initiative vise à fédérer les PME locales autour du "Made in France", consolidant ainsi un maillage régional déjà renforcé par une récente ouverture à Rouen fin 2025.



Laurent Moisson, cofondateur des Forces Françaises de l'Industrie ( FFI) .© FFI

Publié le 10 février 2026 - Mis à jour le 10 février 2026

Le réseau des Forces françaises de l'industrie (FFI) poursuit son expansion dans le Nord-Ouest. Après avoir marqué les esprits avec l'ouverture d'une antenne à Rouen fin 2025, le mouvement s'installe désormais au Havre. Le 12 mars prochain, cette cité portuaire à l'ADN industriel profond accueillera son propre club. Sous l'impulsion de Gérald Bertin et de son équipe, cet événement

inaugural réunira les décideurs régionaux et nationaux, créant une plateforme stratégique d'échanges pour les PME du territoire.

### **Un ancrage territorial renforcé**

Cette nouvelle implantation s'inscrit dans la stratégie globale de développement des FFI, qui entendent concrétiser leurs objectifs 2025 en faveur de l'industrie souveraine. En s'appuyant sur des partenaires financiers et des experts sectoriels, le réseau multiplie les actions concrètes pour stimuler la croissance des PME et créer des emplois. L'inauguration havraise devient ainsi une vitrine majeure pour valoriser les savoir-faire locaux et accélérer la relance industrielle à l'échelle du pays.

Plus qu'un simple réseau de networking, l'arrivée des FFI au Havre symbolise un investissement direct dans la production française. Gérald Bertin, président du groupe Glisco, incarne cet engagement en soutenant financièrement les entreprises des départements où il opère. Son implication témoigne d'une volonté de renforcer concrètement la souveraineté industrielle en propulsant les PME innovantes, piliers essentiels de l'économie de demain.

## Une entreprise anglaise va délocaliser son activité à l'entrée de Dieppe

~3 minutes

L'entreprise Ricoh, en Angleterre, a annoncé début février 2026 à ses salariés qu'une partie de sa production allait être délocalisée à l'entrée de Dieppe (Seine-Maritime).

Sur le même thème

[Industrie](#)

[japon](#)

[Royaume-Uni](#)

Article réservé aux abonnés



La fusion de Toshiba Tec et Ricoh a mené à la naissance d'Etria à Martin-Église (Seine-Maritime) en 2024. ©Archives / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 10 févr. 2026 à 17h18

La nouvelle a été annoncée par le journal anglais *Shropshire Star*. L'entreprise Ricoh, située à Telford, près de Birmingham, va délocaliser une partie de sa production à [Martin-Église \(Seine-Maritime\)](#), plus précisément à **Etria Manufacturing** (ex-Toshiba Tec) sur la zone Eurochannel.

### Un déménagement partiel

L'entreprise anglaise a annoncé à ses salariés mardi 3 février qu'environ **70 % de sa production** de toners d'imprimantes se fera désormais en région dieppoise. Ricoh emploie plus de 400 salariés d'après la presse anglaise.

Interrogée par le *Shropshire Star*, l'entreprise confirme un déménagement partiel de ses activités, avec un début pour **mai**.

Etria est issu de la **fusion** entre Toshiba Tec et Ricoh, deux entités japonaises.

## **De la fabrication de l'encre toner**

Pour rappel, l'entreprise de Martin-Église propose de **l'assemblage** individualisé à la demande des clients de photocopieurs multifonctions, terminaux points de vente, écrans, scanners, ordinateurs portables, bornes digitales... Elle fabrique également sur place de **l'encre toner**.

Alain Verna, directeur d'Etria, expliquait dans nos colonnes au moment de l'officialisation de la fusion sur le site de Martin-Église en juillet 2024 qu'« Etria c'est **85 % Ricoh** et 15 % Toshiba Tec ». L'entreprise martinaise employait alors 220 salariés et 40 intérimaires.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Contacté, Alain Verna n'a pas encore répondu à nos sollicitations.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*



## Insertion professionnelle et biodiversité au cœur de ce premier rendez-vous d'entreprises à Dieppe

5-6 minutes

L'association des entreprises des Vertus Val-Druel, a organisé, mardi 3 février 2026, son premier petit-déjeuner de l'année. Un rendez-vous dédié à la rencontre de ses membres.

Sur le même thème

[Entrepreneuriat](#)



Le rendez-vous était dédié à la présentation de ses membres et partenaires. ©Marie Lemaistre / Les Informations dieppoises

Par [Marie LEMAISTRE](#) Publié le 10 févr. 2026 à 19h00

C'est dans les locaux de l'entreprise Talenz Alteis [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#), dont l'activité repose principalement sur l'**accompagnement** des dirigeants, que l'association des entreprises des Vertus Val-Druel, l'A2V, a organisé, **mardi 3 février 2026**, son premier petit-déjeuner de l'année, un rendez-vous régulier pour rencontrer et mieux connaître ses membres.

### Aider à l'insertion des femmes cadres

Anne-Marie Nos, du réseau Egee, Entente des générations pour l'emploi et l'entreprise, association dieppoise œuvrant dans les

secteurs de l'éducation, de l'emploi et de l'entreprise, a présenté en premier lieu Les Victorieuses, un projet à destination de femmes.

La structure a été choisie par l'Apec, l'Association pour l'emploi des cadres, pour accompagner 16 femmes cadres en recherche d'emploi, réparties sur les deux semestres. Les huit premières, âgées de 30 à 60 ans, ont été sélectionnées grâce à l'Apec et France Travail. Elles se sont engagées sur un processus de six mois soutenu par l'Egee dans leur recherche, avec pour certaines un désir de reconversion.

« Lorsque des cadres sont en recherche d'emploi, on se dit qu'ils vont se débrouiller. À France Travail, les conseillers ont des dizaines de candidats à accompagner et les femmes cadres sont un peu laissées de côté », pointe Anne-Marie Nos, dont la présentation visait aussi à sonder les besoins des entreprises partenaires.

Dorothee Raimbert, nouvelle chargée de mission biodiversité en zone d'activités économiques pour l'Agglomération Dieppe-Maritime, s'est ensuite présentée. Son travail va se concentrer principalement sur les quatre zones d'activité, avec pour objectif de les renaturer.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Cela signifie ramener de la nature là où on a majoritairement artificialisé. C'est un peu l'idée de réparer sans revenir à l'état initial, mais de proposer des actions et des aménagements qui vont favoriser un retour de la biodiversité », développe-t-elle.

## **Promouvoir la biodiversité**

L'intervention peut porter sur des éléments existants au sein des entreprises, comme des zones de tonte qui peuvent être gérées « en laissant des espaces en libre évolution pour favoriser le retour de certains insectes », un bassin ou une mare, qu'il s'agira d'entretenir « pour pérenniser cette zone humide », poursuit-elle. La chargée de mission pourra aussi proposer de nouveaux aménagements : plantation de vergers, de haies, création de mares.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)





Dorothee Raimbert est la nouvelle chargée de mission biodiversité pour Dieppe- Maritime. ©Marie Lemaistre / Les Informations dieppoises

« En plantant des haies et des vergers, en réduisant les zones de tonte, nous allons limiter l'érosion des sols et les risques d'inondation. Augmenter les zones végétalisées permet aussi d'améliorer le confort thermique lors des périodes chaudes et d'augmenter le stockage de carbone. Si on fait ça sur de nombreuses parcelles, ça aura un impact », assure-t-elle.

La chargée de mission pourra accompagner les entreprises dans ces démarches. « C'est un peu expérimental, ce genre de projet sur les zones d'activité économique. L'idée, c'est vraiment que je sois là avec vous pour voir ce qui est possible », indique cette dernière.

L'intérêt pour les entreprises d'avoir plus d'espaces verts est aussi « d'augmenter la qualité de vie au travail pour les salariés », insiste celle-ci. Cela peut servir de support à des animations ou des aménagements extérieurs « pour inclure tout le monde et augmenter les moments de convivialité », soutient-elle.

« Enfin, tout simplement, mettre en avant votre engagement et augmenter l'attractivité des zones d'activité », veut croire Dorothee Raimbert.

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## 2 500 cartouches de Marlboro contrefaites dans le fourgon : deux hommes condamnés

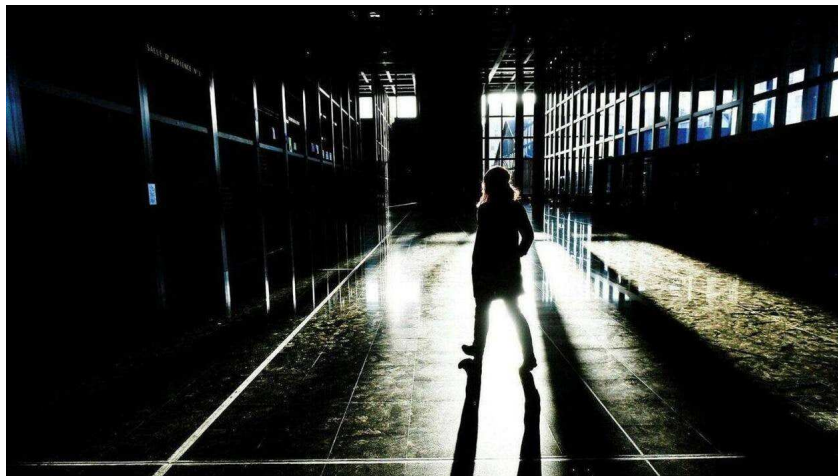
Ouest-France

6-7 minutes

---

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Un Nantais de 27 ans et son oncle avaient été interpellés par les Douanes, vendredi 6 février, à Puceul. En provenance de Rouen, ils convoaient près d'une demi-tonne de tabac destiné au marché Nantais. Le tribunal les a condamnés à 6 et 10 mois d'emprisonnement avec sursis.



Le tribunal de Nantes a condamné les deux hommes à six et dix mois d'emprisonnement avec sursis. | OUEST-FRANCE

Publié le 10/02/2026 à 19h23

Le choix de délaissier l'autoroute pour emprunter les nationales n'a visiblement pas été le bon... Vendredi 6 février, un peu après 3 h 30, sur la RN 137, entre Rennes et Nantes, deux hommes circulant à bord d'un fourgon Citroën Jumpy ont été interpellés par les douanes, à hauteur de [Puceul](#).

Dans le fourgon ont été découverts cinquante cartons, comprenant chacun autant de cartouches de cigarettes Marlboro, une marchandise contrefaite. À l'issue de la perquisition du logement du conducteur, un homme de 27 ans résidant quartier Beauséjour, à

Nantes, était saisies 302 autres cartouches. Cette seconde saisie correspondait au reliquat d'un premier voyage, effectué une semaine plus tôt.

**Lire aussi :** [« Je pensais que c'était un commerce de voitures » : dans son fourgon, il transportait une tonne de tabac de contrebande](#)

L'homme avait récupéré la marchandise à Rouen et devait la déposer au Breil, moyennant 500 €. «Une somme dérisoire », constate la présidente de la chambre des comparutions immédiates, lundi 9 février. L'homme était jugé avec le passager, son oncle, âgé de 33 ans. Si le premier a reconnu les faits, lui conteste avoir eu connaissance du caractère illégal du voyage, expliquant avoir simplement «accompagné» son neveu.

Inconnus de la justice, les deux prévenus comparaissaient libres. Au total, une demi-tonne de tabac a été confisquée. Valeur marchande à la revente : 379 000 €, selon les estimations de la représentante des Douanes. Celle-ci a souligné «l'atteinte au commerce» en plus «des risques en termes de santé publique ».

Le tribunal a condamné le conducteur à dix mois de prison avec sursis, conformément aux réquisitions de la procureure. Son oncle a écopé de six mois d'emprisonnement avec sursis. Les deux hommes devront s'acquitter d'une amende de 56 000 €.

## Près du Havre. Un collège privé porte plainte après une fausse menace attentat au C4

Alexandre Leno

1-2 minutes

---

[Selon nos confrères du \*Courrier Cauchois\*](#), le collège de l'institution Sainte-Croix a été victime d'une menace d'attentat au C4 lundi 9 février. Le message a été diffusé via le compte de l'application Pronote d'un élève de l'établissement. *"Un pirate a réussi à entrer sur le compte d'un élève via l'application Pronote et en a profité pour diffuser un message d'alerte à la bombe"*, a expliqué Antoine Pichon, chef d'établissement de l'école-collège privé à nos confrères du *Courrier Cauchois*. Le message évoquait alors la présence d'explosifs C4 *"partout dans l'établissement"*.

### D'autres établissements auraient été visés

Ce même message aurait été diffusé dans d'autres établissements de France selon le directeur de l'institution Sainte-Croix. Le message ayant été diffusé en fin de journée sans la présence des élèves, aucune évacuation de l'établissement n'a été nécessaire et ni d'ailleurs aucune opération de déminage. L'établissement a déposé plainte le lendemain des faits, mardi 10 février.

## Un message malveillant évoquant de l'explosif dans le collège privé de Montivilliers envoyé via Pronote - ICI

*Théophile Pedrola*

3–4 minutes

---

Des élèves de collège assis en classe. Illustration. © Radio France - Olivier Castel

Publié le mardi 10 février 2026 à 14:31

Un message inquiétant a été envoyé ce lundi 9 février 2026 via Pronote au collège privé de Montivilliers. L'alerte a rapidement été levée.

Le collège privé Sainte-Croix, à Montivilliers a été visé ce lundi 9 février 2026 par une fausse menace d'explosion. Une information de nos confrères de [76 Actu](#) confirmée de sources proches. Le compte Pronote d'un élève de l'établissement semble avoir été piraté et utilisé pour envoyer un message menaçant, évoquant "*du C4 partout dans le collège*". Le C4 étant une forme d'explosif. Le message écrit était accompagné d'une vidéo violente n'ayant pas grand-chose à voir avec l'établissement.

Ce lundi après-midi, il n'y avait alors plus d'élèves sur place, et il n'y a donc pas eu d'évacuation des collégiens. Il n'y a pas non plus eu de levée de doutes sur place, la menace n'apparaissant pas assez sérieuse.

- [Alertes – Colis suspects](#)
- [Collège](#)
- [Éducation nationale](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies  
*Mesure d'audience et web analyse.*



## "Du C4 partout dans l'établissement" : menace d'attentat dans un collège de Montivilliers

3–4 minutes

Lundi 9 février 2026, le collège Sainte-Croix à Montivilliers (Seine-Maritime) a reçu, via l'application Pronote, une menace d'attentat. Précisions.

Sur le même thème

[Attentats](#)

[Police](#)



Un collège de Montivilliers a reçu une menace d'attentat lundi 9 février 2026. (©Illustration AdobeStock Drivepix)

Par [Eloïse Aubé](#) Publié le 10 févr. 2026 à 12h02 ; mis à jour le 10 févr. 2026 à 12h03

**INFO 76actu.** Les faits sont graves. Les parents d'élèves du **collège Sainte-Croix à Montivilliers**, près du [Havre](#), ont reçu une menace d'attentat lundi 9 février 2026, apprend *76actu* de sources concordantes.

C'est via l'application Pronote que ce texte menaçant, faisant état de « **C4 partout dans l'établissement** », a été envoyé. Dans le détail, ce message a été envoyé depuis le compte piraté d'un

élève, confirme le chef d'établissement Antoine Pichon.

Quelqu'un a réussi à s'introduire sur l'application en piratant un compte pour diffuser ce message menaçant.

Une **plainte** a été déposée ce mardi matin au nom de l'établissement, et une autre par les parents de l'élève dont l'application a été piratée.

## Une menace nationale ?

Aussitôt ce message reçu, « la messagerie de l'application a été coupée », souligne le chef d'établissement précisant que les faits ont eu lieu en fin de journée (lundi), et qu'aucun élève n'était sur le site.

Une source policière nous confirme de son côté que cette menace n'a pas nécessité d'**opération de déminage**.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Ce n'est pas la première fois que ce même message est envoyé. En janvier 2026, un lycée des Pyrénées-Orientales avait reçu le même texte comme le rappellent nos confrères d'[Actu Perpignan](#).

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

### [S'inscrire](#)

Le nom de Sainte-Croix ne figurait d'ailleurs pas dans le message initial. « Il parlait même de lycée alors que nous sommes un collège » constate Antoine Pichon. Une fausse alerte donc, mais qui a inquiété plus d'un parent et plus d'un élève. « C'est toujours embêtant pour les collégiens », rappelle le chef d'établissement en indiquant qu'il a dû rassurer élèves et parents « en sensibilisant dans les classes. »

La procureure de la République indique qu'un **enquête est ouverte** des chefs d'apologie du terrorisme, incitation non suivie d'effet à commettre un acte terroriste, suite au signalement effectué à la mi-journée par l'établissement.

Suivez l'actualité du Havre sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

## Menaces d'attentat dans un collège de Montivilliers : ce que l'on sait

Romain Huynh

5-6 minutes

Le collège Sainte-Croix de Montivilliers a été la cible d'un piratage informatique et de messages malveillants évoquant la présence d'explosifs dans l'établissement. Le parquet du Havre a ouvert une enquête des chefs d'« apologie du terrorisme » et « incitation à commettre un acte terroriste ».



Par [Romain Huynh](#) et Marie-Ange Maraine

Publié: 10 Février 2026 à 18h24 Temps de lecture: 3 min

Les circonstances des menaces d'attentat envoyées au collège Sainte-Croix de [Montivilliers](#), lundi 9 février 2026, se précisent. Selon nos informations, l'administration de l'établissement aurait reçu, vers 15 h 30, un message évoquant la présence d'explosifs dans le collège, accompagné d'une vidéo extrêmement violente incluant des images d'immolation. D'après un courrier adressé mardi 10 février par la direction de l'établissement aux parents d'élèves, ce message a été envoyé via la messagerie Pronote, après le « piratage d'un compte élève ». Le message menaçant a été reçu alors qu'il n'y avait déjà plus aucun collégien présent, et la direction a immédiatement interrompu le fonctionnement de la messagerie Pronote.

Le chef d'établissement aurait averti la direction départementale des services de l'éducation nationale dans la soirée, assurant que la situation était maîtrisée et qu'aucun danger n'avait été constaté.

### Plusieurs établissements visés

Par ailleurs, les élèves d'une classe de troisième ont reçu, sur leur

boucle WhatsApp commune, un message « *appelant à la haine et à tuer des étudiants* », selon un parent d'élève. « *Ce message était bourré de fautes, nous ne l'avons pas pris au sérieux* », affirme-t-il. *Le Havre Paris Normandie* a pu se procurer le message en question, qui fait mention de l'organisation État islamique et de [l'agression d'une enseignante à Sanary-sur-Mer](#). Rappelons néanmoins que l'enquête sur cette agression perpétrée à l'arme blanche par un élève avait écarté toute motivation politique ou religieuse.

Le message menaçant envoyé lundi 9 février « *ne ciblait pas spécifiquement l'établissement Sainte-Croix*, précise Antoine Pichon, le chef d'établissement, dans son courrier adressé aux parents. *Le contenu du message permettait d'ailleurs de constater qu'il faisait référence à un lycée et non à un collège. Plusieurs établissements, dans différentes académies, ont été confrontés à des faits similaires depuis plusieurs jours.* » Avant d'assurer que « *très clairement, il n'y a eu et il n'y a aucun danger pour les élèves ou les personnels.* »

Sollicitée par *Le Havre Paris Normandie*, la préfecture de la Seine-Maritime évoque « *un très mauvais canular* ». Au cours des derniers jours, plusieurs médias à travers la France se sont fait l'écho d'événements similaires, de [Dunkerque](#) à [Antibes](#) en passant par [Châteaudun](#). La préfecture précise qu'une plainte a été déposée à la suite de cet événement par le chef d'établissement.

Contactée, la procureure de la République du Havre indique qu'une enquête est ouverte pour « *apologie du terrorisme et incitation non suivie d'effet à commettre un acte terroriste* ».

Lire aussi

[Le Havre. Un seul en scène musical avec Nicolas Chaigneau à voir au Volcan](#)

[Les clubs Rotary du Havre viennent au secours d'un hôpital en Ukraine](#)

[Menace d'attentat au collège, un motard se tue sur la rocade nord, Mélissa Da Costa... Le point actu à 20h](#)

**Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :**

[Montivilliers \(Seine-Maritime\)](#)

**Contenus sponsorisés**

**Ça se passe aussi vers**

**Ça se passe aussi vers**

## Près de Barentin. Plusieurs chevaux effrayés par des chiens de chasse, une main courante déposée

Julie Hervieux

2-3 minutes

Les forces de l'ordre sont intervenues dimanche 8 février au niveau de [La Vaupalière](#), près de Barentin. Neuf chevaux se sont retrouvés sur la départementale, galopant à vive allure depuis Saint-Pierre-de-Varengueville. Ils ont été retrouvés au rond-point, non loin du concessionnaire Porsche à Saint-Jean-du-Cardonnay.



Les chevaux ont traversé sur la départementale, non loin de Saint-Jean-du-Cardonnay - Serena\_lrt\_76

### Effrayés par des chiens de chasse

Aux alentours de 13h, des chiens se sont introduits dans la pâture des chevaux située à Saint-Pierre-de-Varengueville. Pris de panique, les équidés ont réussi à passer leur clôture et prendre la fuite. Cinq ont pris une route différente et ont réussi à rentrer dans leur pâture par leurs propres moyens. Quatre ont été retrouvés par les propriétaires du [Haras des Jonquilles](#), à Pissy-Pôville. *"On les a récupérés blessés non loin du rond-point, les autres sont rentrés seuls. Heureusement, il n'y a pas eu [d'accident avec des voitures](#)",* raconte Amaury Braems.

### "Plusieurs sont blessés dont deux gravement"

Si les chevaux ont tous pu retrouver le haras, ils sont néanmoins



mal en point. *"Plusieurs sont blessés dont deux gravement, explique Amaury Braems. On suspecte des problèmes tendineux sur plusieurs chevaux, ils ont produit un effort important et ont couru près de huit kilomètres."* Depuis, des vétérinaires se rendent régulièrement au haras. Des radios et des échographies doivent être réalisées. *"J'ai des juments en gestation, on doit s'assurer que tout va bien. Une poulliche a un muscle arraché dans sa totalité et je n'ai aucune nouvelle des propriétaires des [chiens](#)",* déplore-t-il.



Les chevaux ont subi plusieurs blessures - Haras des Jonquilles

### **Une main courante déposée**

Le haras a déposé une main courante et est à la recherche de témoignages pour retrouver les propriétaires des chiens. *"J'ai contacté le propriétaire du bois qui ne veut pas me donner les coordonnées des propriétaires des chiens. Personne n'a appelé ne serait-ce que pour prendre des nouvelles de mes chevaux ou s'assurer qu'aucun accident ne s'est produit. Je laisse passer un peu de temps mais ma main courante va, à terme, se transformer en plainte",* conclut-il.

## En Seine-Maritime, des chevaux effrayés par des chiens de chasse finissent sur la route : « C'est déplorable »

5–6 minutes

Des chevaux ont été aperçus en divagation sur des routes de la Seine-Maritime au nord-ouest de Rouen ce dimanche 8 février 2026. Ils ont été effrayés par des chiens de chasse.

Sur le même thème

[Chasse](#)

[Cheval](#)

Article réservé aux abonnés



Des chevaux ont été aperçus sur les routes de Seine-Maritime ce dimanche 8 février 2026. (©Capture d'écran/Facebook/Rouen Le Mag)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 10 févr. 2026 à 16h38

**Cela aurait pu se terminer en drame.** Des chevaux ont été aperçus dans la journée du dimanche 8 février 2026 en divagation sur des routes de la Seine-Maritime au niveau des communes de [Roumare](#) et Saint-Jean-de-Cardonnay, au nord-ouest de [Rouen](#). La scène, improbable, a été partagée sur les réseaux sociaux ce

week-end. Les animaux, qui appartiennent au haras des jonquilles de Pissy-Pôville, ont en réalité été effrayés **par des chiens de chasse**. Contacté par *76actu*, Amaury Braems, le gérant du centre équestre, revient sur cette journée, qui aurait pu bien mal se finir.

## Des chevaux pourchassés par des chiens de chasse

Vers 13 heures ce dimanche 8 février, Amaury reçoit un appel de la part du propriétaire d'un bois, à proximité du haras. Au cours d'une chasse, des chiens ont commencé à prendre en chasse des équidés qui se trouvaient dans leur herbage. Au total, **neuf chevaux ont pris la fuite**, apeurés par les chiens des chasseurs.

« J'ai pris mon camion pour me rendre sur place immédiatement », poursuit Amaury. Sur la route, son téléphone sonne à nouveau : « Une cliente m'appelle et m'explique qu'elle vient de reconnaître un cheval du haras sur la route, au niveau de Roumare. Le reste des chevaux suivaient derrière. Ils étaient toujours pourchassés par les chiens ».

Les équidés apeurés traversent la commune de Roumare et **continuent leur course sur plusieurs kilomètres**. « Certains ont pris la nationale vers la Vaupalière », détaille Amaury. Finalement, après une grosse frayeur, les neuf animaux seront retrouvés, « on a mis l'après-midi à les récupérer ».

« Un a été retrouvé vers La Vaupalière, deux autres chez le maraîcher vers La Valette, une pouliche vers la côte de la Maine et les autres sont retournés d'eux-mêmes à l'herbage », précise le gérant du centre équestre.

## Cinq animaux blessés

Sur les neuf chevaux, cinq souffrent de blessures plus ou moins graves. « Ils sont tous traumatisés et choqués », confie Amaury qui se dit **inquiet pour ses animaux**, « on a eu peur pour eux ». Par ailleurs, deux étaient gestantes et la suite de leur gestation est incertaine.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Mais la situation aurait pu être bien plus dramatique. « Il y aurait aussi pu avoir des victimes humaines, **une voiture percutée par un cheval au galop, ça peut être très grave** », relate le propriétaire.

Trois ont un syndrome coup de sang, une inflammation au niveau



des muscles qui est provoquée par un gros stress. Cela peut être fatal pour l'animal.

Depuis qu'il a récupéré ses chevaux, le propriétaire poursuit les soins afin de les remettre sur pied : « Un vétérinaire doit repasser et faire encore des tests ». Il devra aussi gérer la réparation des clôtures, dont une partie a été détruite lors de la fuite.

## Une main courante déposée

De plus, Amaury est également **à la recherche de témoignages**.

« Les propriétaires des chiens ne se sont pas manifestés et n'ont pas encore été identifiés », lâche-t-il. Et d'ajouter : « C'est déplorable de ne pas au moins s'excuser. Les chasseurs ne sont même pas venus prendre des nouvelles des animaux ».

Suite à l'incident, le gérant explique avoir contacté le propriétaire du bois, « mais il a renvoyé la balle vers les chasseurs ». Amaury précise qu'une main courante a été déposée en gendarmerie lundi, et « **si les chasseurs n'assument pas leur responsabilité, j'irai plus loin** ».

Contactée par *76actu*, la gendarmerie de la Seine-Maritime confirme qu'une intervention a bien eu lieu dimanche vers 13 heures pour des chevaux en divagation et note que « les chiens de chasse leur auraient fait peur », sans apporter davantage de précisions.

Interrogée ce mardi, la fédération départementale des chasseurs de Seine-Maritime indique ne pas avoir été informée de la situation.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Au Grand-Quevilly, la ville embauche un deuxième chien au sein de sa brigade cynophile municipale

*Cécile Frangne*

~4 minutes

La municipalité du Grand-Quevilly a voté les conditions de la mise à disposition d'un deuxième malinois au sein de sa brigade cynophile, lors du dernier conseil municipal.



En 2021, un premier chien, Switch, avait rejoint la police municipale du Grand-Quevilly. - Photo d'archives Paris Normandie



Publié: 10 Février 2026 à 16h58 Temps de lecture: 1 min

Elle était la première ville de l'agglomération de Rouen à disposer d'une brigade cynophile composée d'un chien et d'un maître-chien. La ville du [Grand-Quevilly](#) en a désormais deux. La municipalité a voté les conditions de la mise à disposition au profit de la ville d'un deuxième malinois, lors du dernier conseil municipal, mercredi 28 janvier 2026.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« **Déjà en service** »

Confié à un agent de police depuis plusieurs mois, le chien « *est déjà en service* » bien que « *toujours en formation* ». Switch, le premier malinois à avoir rejoint en 2021 la police municipale du Grand-Quevilly, a depuis été formé à la détection de stupéfiants. « *Il nous permet désormais de mener des opérations conjointes avec la police nationale dans la lutte contre le trafic de stupéfiants* », note le maire Nicolas Rouly.

Parmi les missions de ce deuxième « *chien de travail* », « *l'accompagnement de la police municipale lors de ses rondes nocturnes* », cite en exemple l'élus. « *Car en plus de nouer du lien avec la population, ces animaux sont de vraies armes de défense* ».

Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)



## **Près de Doudeville. Un violent incendie ravage une habitation, de nombreux pompiers sont sur place.**

*Nicolas Durand et Anaëlle Dessole*

1-2 minutes

---

Il est environ 19 heures lorsque les flammes ravagent une maison mitoyenne située dans la commune de Berville-en-Caux ce mardi 10 février.

### **Un important dispositif de sapeurs-pompiers**

D'après nos informations, l'incendie se serait déclaré dans le logement de gauche de la maison. A l'arrivée des sapeurs-pompiers, le feu avait totalement embrasé le premier logement. La propagation à la seconde habitation a été enrayée par l'action des sapeurs-pompiers. Si les combles ont été attaqués, le rez-de-chaussée est pour l'instant préservé.

### **Pas de victime à déplorer**

Aucune victime n'est à déplorer dans cet incendie, les locataires des deux logements ayant quitté rapidement les lieux. Plus d'une vingtaine de sapeurs-pompiers sont actuellement sur place, tout comme Enedis, le gestionnaire du réseau électrique. L'électricité a été coupée dans les deux logements. Les militaires de la gendarmerie sont également sur les lieux.

### **Une opération de longue durée**

L'opération menée par les soldats du feu devrait durer encore un long moment. Pour l'instant, la route de Doudeville (D67) est fermée à la circulation.

## Une femme poignardée par son conjoint : l'homme activement recherché par la police

*Écrit par Manon Loubet*

~2 minutes

---

À Sotteville-lès-Rouen, lundi 9 février 2026, une femme a été poignardée par son compagnon. Elle est grièvement blessée, l'homme est en fuite et il est recherché par la police. Détails.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

Lundi 9 février 2026, dans l'après-midi, vers 14h30, une femme a été poignardée par son compagnon à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), selon une information d'[ICI Normandie](#).

Selon les informations confirmées par *France 3 Normandie*, la femme est hospitalisée dans un état grave. Son compagnon, l'homme suspecté d'être l'auteur des faits, est pour le moment en fuite. Il est activement recherché par les forces de l'ordre. L'enquête est en cours.

*Plus d'informations à venir sur France 3 Normandie.*

## Une enseignante visée par une enquête pour violences sur des écoliers près de Dieppe

6–8 minutes

Le 3 septembre 2025 un parent d'élève a déposé plainte contre une enseignante d'une école privée près de Dieppe (Seine-Maritime). Il dénonce des faits de violences sur mineurs.

Sur le même thème

[Enfants](#)

[violences](#)

Article réservé aux abonnés



Une enseignante de l'école Saint-Léonard, à Bacqueville-en-Caux (Seine-Maritime), est actuellement visée par une enquête pour violences sur mineurs de moins de 15 ans. ©Les Informations dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 10 févr. 2026 à 18h10

À l'école privée **Saint-Léonard** de [Bacqueville-en-Caux \(Seine-Maritime\)](#), c'est l'omerta. Les parents d'élèves contactés ne souhaitent pas s'exprimer pour l'instant par peur d'éventuelles **représailles** ou d'une vengeance de la part de l'institution. Pourtant, tous reconnaissent à demi-mot qu'il y a bien un problème.

Un problème qu'il n'est plus possible de nier puisqu'un parent d'élève a déposé plainte le 3 septembre 2025 auprès de la gendarmerie.

Ce parent d'élève n'a pas non plus souhaité s'étendre dans nos colonnes. Pourtant, il dénonce des **violences physiques** et **psychologiques** sur son fils de la part d'une enseignante en charge de la classe de très petite, petite et moyenne section de maternelle.

## Diligentée par le parquet de Dieppe

Nous n'en saurons pas plus, une nouvelle fois la peur des représailles prend le dessus. Pourtant, ils sont nombreux à reconnaître en « **off** » (officieusement), qu'ils veulent voir l'affaire remonter à la surface, dénonçant notamment des « tentatives de **dissimulation** de la part des autorités compétentes ».

L'enquête a été confiée aux militaires de la gendarmerie de [Tôtes](#) qui multiplient les auditions depuis plusieurs mois. Le parquet de Dieppe confirme « l'ouverture d'une **enquête pénale** concernant des faits de violences sur mineurs de moins de 15 ans », mais ne se livre pas plus puisque les investigations sont toujours en cours.

L'école Saint-Léonard étant privée, c'est la Direction diocésaine de l'enseignement catholique de Seine-Maritime, la DDEC, qui est compétente en la matière.

« Les services de l'académie de Normandie sont pleinement informés de la situation évoquée. Dès que les faits ont été portés à notre connaissance, les mesures nécessaires ont été prises. Un **signalement** au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale\* a été effectué par nos services en septembre 2025 », explique le rectorat.

## « Des gestes impulsifs et brusques »

Le mois de septembre 2025 et la plainte du parent d'élève déposée le 3 semblent donc avoir déclenché la machine judiciaire, mais l'affaire a connu un vrai commencement au cours de l'été 2025.

« Les faits qui seraient reprochés à l'enseignante ont été communiqués au chef d'établissement lors des congés estivaux 2025 », confirme la Direction diocésaine de l'enseignement catholique.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)



Pour cette institution, en charge des écoles privées du département, les faits reprochés seraient « des gestes **impulsifs** et **brusques** ». Le chef d'établissement a communiqué l'information à l'enseignante durant la pré-rentrée. « Cette dernière s'est aussitôt mise en arrêt et n'a pas effectué la rentrée 2025 », affirme la DDEC.

Le 5 septembre, deux jours après le dépôt de plainte, « une **réunion** ouverte aux parents de cette classe a été organisée afin de donner quelques éléments de compréhension de la situation, en présence d'un représentant de l'association de parents d'élèves et d'un représentant de l'enseignement catholique ».

Les coordonnées du représentant de l'enseignement catholique ont été communiquées à l'ensemble des parents assure encore la DDEC.

### **Des enfants reçus par une psychologue**

« Lors de cette rencontre, il a été convenu que les enfants pourraient être reçus par une psychologue du centre psychopédagogique, à la demande des parents. Le chef d'établissement a également proposé de recevoir tous les parents qui le souhaitent », continue la direction de l'enseignement catholique.

Selon nos informations, cette rencontre entre une psychologue et les enfants de la classe a bien eu lieu, mais les parents des enfants n'ont pas encore eu accès à un compte rendu et ne savent pas ce qui s'est dit lors de cette entrevue. « Ni l'enseignement catholique, ni l'Éducation Nationale n'ont connaissance d'éléments postérieurs à 2025 concernant l'enseignante. Actuellement, la situation est entre les mains de la Justice pour mettre à jour la situation et nous ne saurions interférer. L'Éducation Nationale, employeur de l'enseignante, a connaissance de la procédure en cours et applique les procédures en vigueur pour assurer la sécurité des élèves », conclut la direction diocésaine de l'enseignement catholique.

Selon nos informations, les choses au sein de l'école se sont accélérées alors que la sortie d'un article dans la presse locale s'est confirmée. Toujours d'après nos sources, le chef d'établissement a rencontré les parents des élèves de la classe concernée afin d'expliquer la situation dans la semaine du 2 au 6 février.

### **Une pétition en cours de rédaction**

La direction de l'école aurait confirmé que l'enseignante était suspendue pour au moins les quatre prochains mois. Enfin, nos

sources indiquent qu'une pétition est en cours de rédaction par des parents d'élèves afin d'empêcher le retour de l'enseignante au sein de l'établissement. Contacté, le chef d'établissement n'a pas souhaité s'étendre sur le sujet.

\*L'article 40 du Code de procédure pénale dit que « tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur ».

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Six camions crèvent coup sur coup près du pont Flaubert à Rouen, créant de gros embouteillages - ICI

*Simon Maunoury*

3–4 minutes

---

Six poids lourd en panne ont engendré de gros embouteillages à la sortie du pont Gustave Flaubert à Rouen. © Radio France - Simon Maunoury

Publié le mardi 10 février 2026 à 17:42

Six camions ont roulé sur un morceau de ferraille, mardi 10 février 2026, au niveau du chantier rive gauche, à la sortie du pont Flaubert à Rouen. La circulation est ralentie et des itinéraires alternatifs ont été mis en place par la Dirno.

Un morceau de ferraille a semé la pagaille, mardi 10 février 2026, en milieu d'après-midi autour de Rouen. **Six camions ont roulé dessus** et ont crevé coup sur coup. Ils sont tous à l'arrêt sur la N338 à hauteur de Petit-Quevilly.

Après avoir évoqué différentes causes, la Dirno (Direction interdépartementale des Routes du Nord-Ouest) estime que **ce morceau de ferraille provient du chantier** situé à la sortie du pont Gustave Flaubert, rive gauche.

- [Info trafic – Circulation routière](#)
- [Chantiers – Travaux](#)
- [Mobilité](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

La grande consultation citoyenne : élections municipales 2026

**Sur le même thème**

[Passer la section](#)

- En décembre 2023, le pont Guillaume-le-Conquérant, en centre-ville de Rouen, était percuté par le bras de grue d'une péniche. De longs travaux de réparation sont sur le point de s'achever, autour du 20 novembre.

Le 21/10/2025 à 18:57

- La CGT de Transdev à Rouen (Seine-Maritime) appelle les salariés du réseau de transports de la métropole de Rouen à faire grève tous les jours pendant 55 minutes jusqu'à la fin de l'année afin de faire pression sur la direction. Le tribunal administratif de Rouen a validé le préavis ce mercredi.

Le 12/02/2025 à 16:47

- À partir de ce mardi 25 mars 2025, des travaux d'étanchéité et de réfection de la chaussée seront réalisés sur le pont de Tancarville. Le chantier devrait s'étendre jusqu'au 25 juillet 2025, la circulation est réduite à deux voies, des fermetures sont à prévoir, selon la CCI Seine-Estuaire.

Le 25/03/2025 à 16:23

- Un braquage a eu lieu ce mardi 11 février au matin, au bureau de Poste de la Grand-Mare, à Rouen. Une salariée a été blessée par un coup de batte de base-ball.

Le 11/02/2025 à 18:19

## **Autour de chez vous**

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

## Près de Rouen, le moulin incendié de Blainville-Crevon va être racheté par la commune

Jérémy Chatet

4-5 minutes

Plus de quatre ans après l'incendie qui a ravagé le moulin de Blainville-Crevon, le rachat du site par la commune va aboutir.



Le moulin de Blainville-Crevon, aujourd'hui en ruines, va être racheté par la commune. - Archives Paris Normandie



Publié: 10 Février 2026 à 09h37 Temps de lecture: 2 min

De leur moulin, fierté patrimoniale de la commune, les habitants de Blainville-Crevon ne contemplent plus que les ruines depuis le 27 décembre 2021. Ce jour-là, [un incendie](#) détruit la quasi-totalité de la bâtisse. Son propriétaire, [Tom Bradbury](#) arrivé en 2014, périt dans le sinistre. Il ne sera formellement identifié qu'en mars 2023. Entre-temps, les scellés apposés le temps de l'enquête, ont été remplacés par un arrêté de péril pris par le maire en 2023.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

**130 000 €**

Les lenteurs de la machine administrative entre la France et l'Angleterre, lieu de résidence des héritiers de Tom Bradbury, ont empêché toute action de préservation et de restauration du moulin. « *Il a fallu être patient*, confirme Philippe Picard, le maire de la commune. *Les Blainvillais étaient très impatients de savoir ce qu'allait devenir le site.* »

Dans le cadre de la succession, l'Office notarial de Pont-l'Évêque a réalisé une estimation du bien, à 130 000€. La commune, souhaitant se porter acquéreur du moulin, a proposé une offre à ce montant, qui a été acceptée par les héritiers de Tom Bradbury. La vente devrait bientôt être conclue. Quel avenir, dès lors, se dessinera pour le site de 3,5 hectares ?

## Prochain mandat

« *Le but des élus est d'avoir quelque chose d'agréable au bord de la route*, explique le maire. *Il faudra déblayer le site et abattre ce qui reste tout en trouvant le moyen de conserver l'histoire du lieu.* » Des [diagnostics](#) ont été réalisés dans le Crevon qui coule sous le moulin. « *Aucune anomalie de pollution n'a été décelée* », assure Philippe Picard.

Quant au projet souhaité par la mairie, rien ne sera tranché avant les élections municipales. Pour Philippe Picard, candidat à sa succession, « *c'est un projet qui va mûrir au fur et à mesure du prochain mandat* ».

Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)



## La Ville d'Elbeuf mise sur un budget prudent mais stable et lance de gros chantiers en 2026

Frédérique THULLIER

5-6 minutes

Les élus d'Elbeuf, réunis ce jeudi 12 février 2026, débattront des orientations budgétaires de la Ville. Une santé financière stable permet de lancer de gros investissements, sans exclure la prudence.



La réhabilitation du cinéma Grand Mercure est un des gros investissements de l'année 2026. - Paris Normandie



Publié: 11 Février 2026 à 07h17 Temps de lecture: 1 min

Lors de ce dernier conseil municipal du mandat, le jeudi 12 février 2026, les orientations budgétaires de la Ville seront présentées aux élus. Un budget qui a dû s'adapter à la loi de finances votée seulement la semaine dernière et qui a donc pris en compte la baisse des dotations de l'État et la hausse des charges telles que celle des cotisations pour la caisse de retraite des agents municipaux.



[Consultez l'actualité en vidéo](#)

*« Nous n'augmenterons pas le taux des impôts locaux ni le prix des services, rassure le maire, Djoudé Merabet. Nous maintiendrons également l'enveloppe globale allouée aux associations et aux clubs sportifs au même niveau qu'en 2025, soit 1,8 M€, de même que la subvention au Centre communal d'action sociale à 1,85 M€. »*

## **Cinéma Grand Mercure**

La Ville enregistre une capacité d'autofinancement stable ces trois dernières années (1,2 M€). L'état de la dette est maîtrisé avec une capacité de désendettement de 4,4 années, le seuil d'alerte étant de 12 ans.

« Les fouilles vont durer plusieurs mois. Si ce qui est pour l'instant caché est intéressant, on fait quoi ? »

**Djoudé Merabet**, Maire d'Elbeuf



Djoudé Merabet, maire d'Elbeuf - Paris Normandie

En 2026, les recettes de fonctionnement devraient rester stables. Quant aux dépenses, des recherches systématiques doivent permettre de les limiter.

Au chapitre des investissements, « [la rénovation et l'extension du cinéma Grand Mercure](#) (3,8 M€) vont commencer dans les prochains jours, annonce le maire. Nous engagerons aussi des travaux d'accessibilité dans les bâtiments municipaux comme à l'Emij (École de musique d'improvisation jazz) ou au gymnase Richardson au Buquet pour un montant global de 500 000 €. Ils s'inscriront dans un plan pluriannuel d'investissements. »

## **Fouilles archéologiques**

Le « gros morceau » reste [les fouilles archéologiques demandées par l'État](#) sur l'îlot République à la suite du diagnostic préventif.

« Nous allons devoir décaisser 1,4 M€, détaille Djoudé Merabet. Les discussions sont toujours en cours pour savoir qui réalisera les fouilles. L'État et la Métropole nous accorderont une aide mais on

*ne connaît pas le reste à charge pour la Ville. Ce qui aura aussi un impact fort, ce sont les découvertes. Les fouilles vont durer plusieurs mois. Si ce qui est pour l'instant caché est intéressant, on fait quoi ?, s'interroge l'élue. Si on garde, il faudra repenser tout le projet. L'Agence nationale de la rénovation urbaine nous accordera peut-être un délai mais est-ce qu'il sera suffisant ? »*

Des questions pour l'heure sans réponses et dont pourrait dépendre la finalisation du Renouvellement urbain dans le quartier République.

Conseil municipal, en mairie, le jeudi 12 février 2026 à 18 h 30.

Lire aussi



[Près d'Elbeuf, le Relais petite enfance fait l'unanimité des assistantes maternelles](#)



[Près d'Elbeuf, une avance sur les subventions aux associations en attendant le vote du budget](#)

## Veules-les-Roses lance un appel à projet au clos Saint-Vincent

*Bonnie Renault*

4-5 minutes

La commune de Veules-les-Roses lance un appel à projet au clos Saint-Vincent. L'objectif est de contribuer au dynamisme et à l'attractivité du territoire. Les dossiers sont à déposer avant le 31 mars 2026.



La mairie de Veules-les-Roses lance un appel à projet au clos Saint-Vincent, les candidatures sont à déposer avant le 31 mars 2026. - Mairie Veules-les-Roses



*Par Bonnie Renault*

Publié: 11 Février 2026 à 09h38 Temps de lecture: 1 min

Veules-les-Roses lance un appel à projet. La commune propose à la location le clos Saint-Vincent afin de commencer une nouvelle activité.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

## Un bâtiment de 42m²

Le projet attendu devra s'inscrire dans une dynamique culturelle, artistique, artisanale ou associative. Ouvert au public, le lieu sera appelé à jouer un rôle dans l'attractivité du territoire. La municipalité souhaite voir s'y développer une occupation annuelle et durable.

Structuré et viable, le projet devra également respecter l'identité et les caractéristiques du site. Les futurs occupants devront, enfin, être en capacité de proposer des activités régulières à destination du public.

Le bâtiment est situé au cœur du village. Il comprend une pièce principale de 30 m², un bureau de 12m² et un grenier sous les combles de 42m². Des visites peuvent être réalisées sur rendez-vous. À noter que le lieu ne permet pas la réalisation d'un projet de restauration, de bar ou de logement.

Pour aider au mieux, la municipalité proposera un loyer mensuel qui sera adapté à la situation du locataire. En revanche les charges seront à ses frais. Les candidatures doivent être déposées avant le 31 mars 2026. Ces dernières doivent contenir : une description détaillée du projet, le mode de fonctionnement envisagé et toutes informations supplémentaires permettant d'appuyer la faisabilité du projet.

Renseignements au 02 35 97 64 11 ou à [mairie@veules-les-roses.fr](mailto:mairie@veules-les-roses.fr).

Lire aussi



[Xavier Batut candidat aux municipales veut être « utile pour Cany-Barville »](#)





## À Fécamp, les résultats budgétaires au cœur du dernier conseil municipal, avant les élections

Matthias Chaventré

5-7 minutes

L'heure du dernier conseil municipal de Fécamp a sonné, avant les élections. Jeudi 12 février 2026, à 18 h 30, les délibérations porteront notamment sur les comptes 2025. Un bilan jugé positif par le maire. Aidé par la taxe venant du parc éolien offshore.



Le dernier conseil municipal avant les élections pourrait amener du débat, surtout quand il sera question de finances. - Matthias Chaventré/Paris Normandie



Publié: 10 Février 2026 à 16h04 Temps de lecture: 1 min

Le dernier conseil municipal à [Fécamp](#), en sa composition actuelle, se déroulera jeudi 12 février 2026, à 18 h 30, à l'hôtel de ville.

Réservera-t-il des surprises ou rebondissements ? À l'ordre du jour, treize délibérations plutôt classiques. Mais avec d'entrée de jeu, le compte de gestion et celui administratif de 2025, ainsi que l'affectation définitive du résultat.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

David Roussel, le maire de la ville de plus de 18 000 habitants, annonce d'ores et déjà « *un résultat positif sur l'ensemble des deux sections* ». Des résultats « *qui permettent de conclure le mandat* ». Et « *qui permettront aux Fécampois d'évaluer la situation* », glisse-t-il. À voir si l'opposition de gauche aura la même vision des choses.

## Un mandat pas comme les autres

« *Le mandat continue jusqu'au dernier jour. On n'arrête pas la vie municipale parce qu'il y a des élections* », n'a cessé de répéter David Roussel ces dernières semaines, lors des précédentes réunions du conseil municipal. Ce dernier rendez-vous, principalement autour du budget, est l'occasion de revenir sur un mandat atypique. Qui a commencé [par la crise Covid, et avec Marie-Agnès Poussier-Winsback comme maire jusqu'aux législatives](#). « *La crise Covid n'a pas été un instantané. Ça a duré presque deux ans, sur notre budget en tout cas. Avec des mesures spécifiques, avec une réorganisation de l'activité.* »

## L'obligation de s'adapter

La guerre en Ukraine est aussi passée par-là, avec un temps une inflation à deux chiffres. Des « *mesures assez symboliques* » ont été prises. Comme une réduction de l'éclairage nocturne, une baisse de la consommation énergétique des bâtiments. David Roussel ajoute « *une stratégie de cession immobilière pour avoir des bâtiments moins nombreux, mais mieux équipés* ». Une stratégie de vente qui n'est pas du goût de la gauche, [doutant même que la majorité ait une réelle stratégie](#).

## Un souffle donné par la taxe du parc éolien

L'inflation a fini par se stabiliser. « *Mais seulement en dernière partie de mandat. Surtout, nous n'en avons eu le plein effet qu'en toute fin de mandat.* » Au moment où les recettes liées au parc éolien offshore sont tombées. 1,6 million d'euros annuels. Une somme qui a permis de remettre les finances à flot. « *Surtout, ça permet d'envisager des investissements plus importants pour les années à venir.* »

« *La prochaine équipe municipale – peut-être nous-mêmes – pourra avoir des marges de manœuvre et travailler avec un budget qui est sain* », affirme David Roussel. La taxe éolienne a aidé à maîtriser la fiscalité. Le maire aime à redire qu'elle « *n'a pas augmenté depuis 2009* ». Mais à coup sûr, les finances donneront encore l'occasion à débat entre majorité et opposition lors de ce dernier conseil municipal.

## Politique. Pourquoi cet ancien Premier ministre se rendra-t-il à Yvetot ce jeudi ?

*Nicolas Durand*

1-2 minutes

---

Connu du grand public pour avoir occupé les fonctions de Premier ministre, succédant à Edouard Philippe à Matignon, Jean Castex sera en déplacement à Yvetot ce jeudi 12 février. Une visite qui pourrait surprendre, puisqu'il ne s'agit pas d'un déplacement politique. L'ancien chef du gouvernement se rendra en effet dans la capitale cauchoise avec sa casquette d'actuel président-directeur général de la SNCF.

- **A lire aussi.** [Gare de Barentin. Le maire mobilise la SNCF et la Région pour davantage d'accessibilité](#)

### Un échange consacré à la ligne Yvetot – Elbeuf – Saint-Aubin

Selon nos informations, le dirigeant de la compagnie ferroviaire nationale est invité à participer à un temps d'échange autour de la ligne Yvetot - Elbeuf-Saint-Aubin. Cette rencontre se déroulera en présence d'une association d'usagers du rail. L'objectif de cette rencontre serait d'aborder les attentes des usagers, de la ligne ainsi que les problématiques rencontrées au quotidien.

Jean Castex sera accompagné lors de cette visite par Jean-Baptiste Gastine, vice-président de la Région Normandie en charge des transports.



## Alertes de commerçants, refus des banques... Une sénatrice veut imposer la réinstallation des distributeurs de billets dans les petites communes

*Écrit par Yves Asernal*

4–5 minutes

---

Mailler le territoire en distributeurs automatiques, c'est l'idée de projet de loi portée par la sénatrice communiste Céline Brulin. Objectif : répondre aux besoins de retraits d'espèces des habitants des petites communes et de certains quartiers en ville.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

1500 en moins depuis 2020... Chaque jour ou presque, un distributeur automatique disparaît en France. Principales victimes : les habitants des petites communes et de certains quartiers urbains.

Un quotidien qui se complique aussi pour les commerces de proximité comme la boulangerie de Mathieu Lemonnier, installée dans un secteur rural.

On a vraiment vu le problème lors de la tempête, quand les réseaux d'Orange étaient complètement hors service. On ne pouvait plus procéder aux règlements parce qu'aujourd'hui, tout passe par Internet

*Mathieu Lemonnier, gérant d'une boulangerie.*

*"Les clients étaient dérangés, rajoute-t-il. Dans ces situations-là, les espèces sont indispensables."*

Dans sa boulangerie, les paiements en espèces restent fréquents. Depuis la mise en place d'un monnayeur automatique, le constat est sans appel. *"On se rend compte qu'il y a plus de paiements en espèce qu'en carte bancaire, précise le gérant. Même si ce sont souvent de petits montants."*

C'est à partir de remontées du terrain comme ce témoignage, que la sénatrice communiste de la Seine-Maritime, Céline Brulin a décidé de travailler sur une solution pour améliorer le quotidien des habitants : garantir l'accès aux espèces sur tout le territoire français.

Une proposition de loi qui vise à imposer l'installation d'au moins un distributeur de billets dans les communes de plus de 1 000 habitants.

On s'aperçoit qu'il y a des centaines de distributeurs qui disparaissent chaque année, ce qui pénalise lourdement les habitants.

*Céline Brulin, sénatrice de Seine Maritime*

Selon elle, cette raréfaction oblige les habitants de ces petites communes à parcourir plusieurs kilomètres pour retirer de l'argent liquide au détriment des commerces de proximité, notamment sur les marchés.

C'est une injustice : il ne doit pas y avoir de citoyens de seconde zone.

*Céline Brulin, sénatrice de Seine Maritime*

Le texte défend la création d'un droit opposable au retrait d'espèces. Concrètement, une commune de plus de 1 000 habitants pourrait exiger la présence d'un tel service sur son territoire communal.

En cas de refus des banques, la commune pourrait solliciter la Banque de France qui examinera le dossier et pourra contraindre les établissements bancaires à assurer ce maillage.

*"Aujourd'hui, les distributeurs disparaissent parce que les agences les ferment ou ne les jugent pas rentables, explique la sénatrice. Alors que 43 % des transactions se font toujours en espèces, chacun essaie de bricoler une solution dans son coin avec les moyens du bord. Mais je crois qu'il faut travailler sur un dispositif qui soit accessible à tout le monde."*

La sénatrice espère mettre son projet de loi à l'ordre du jour au Sénat. À défaut, elle pense utiliser la niche parlementaire accordée à son parti pour la faire voter.

## Cany-Barville. Xavier Batut dans la course pour les municipales

Nicolas Durand

~3 minutes

---

Déjà candidat aux élections municipales de 2014 et 2020, Xavier Batut se lance dans la course pour les municipales qui interviendront les dimanches 15 et 22 mars 2026.

### "Le sentiment d'insécurité s'est amplifié année après année"

Pour le Canycais âgé de 49 ans, le diagnostic est sans détour. *"On voit aujourd'hui que Cany est en décadence, je vois la commune se dégrader, avec des attentes des habitants qui ne sont pas résolues"*, affirme-t-il.

Installé à Cany-Barville depuis l'an 2000, Xavier Batut dit observer depuis plusieurs années un essoufflement de l'action municipale et une forme de décrochage entre la collectivité et les réalités du quotidien. Sur des sujets essentiels, et en particulier celui de la sécurité, il estime *"qu'il ne s'est pas passé grand-chose"*. Un immobilisme qu'il juge préoccupant, alors que *"le sentiment d'insécurité s'est amplifié année après année et doit désormais être pris à bras-le-corps"*.

### "Je veux concentrer l'ensemble de mes efforts sur Cany-Barville"

Selon lui, la majorité sortante est *"restée passive sur ces sujets-là, et ce n'est plus possible"*, insiste-t-il, appelant à un changement de méthode et de cap. Député de 2017 à 2024, il entend mettre sa connaissance fine du territoire au service d'un projet municipal renouvelé. Une démarche qui repose avant tout sur le collectif. Le candidat explique avoir réuni *"une équipe de femmes et d'hommes"* ayant pour but de bâtir *"un projet utile pour Cany-Barville"*, élaboré à partir des difficultés concrètes rencontrées par les habitants comme par les acteurs économiques locaux.

### Quatre grands défis

*"Nous finalisons actuellement un programme qui se veut être à l'écoute des habitants et des acteurs économiques", souligne le candidat. Plusieurs axes prioritaires structurent cette future feuille de route : la santé, la sécurité, la proximité des services, la démocratie participative, le lien social, l'attractivité de la commune et le soutien au commerce local.*

Derrière ces priorités se dessinent plusieurs grands défis que le candidat et son équipe jugent incontournables pour l'avenir de la commune : le vieillissement de la population, la question du logement, l'éducation, ainsi que la culture et la jeunesse. *"Il faudra avancer avec l'ensemble des partenaires, communauté de communes, Département, Région", détaille-t-il.*

Enfin, s'il est élu maire, Xavier Batut a choisi de ne pas briguer la présidence de la communauté de communes, préférant se consacrer pleinement à son nouveau mandat. *" Je veux concentrer tous mes efforts sur Cany-Barville ", conclut-il.*

## Xavier Batut candidat aux municipales veut être « utile pour Cany-Barville »

*Mireille Loubet-Anquetil*

5-6 minutes

L'ancien député est à la tête de la liste « Utile pour Cany-Barville » pour les élections municipales de mars 2026 avec la volonté de raviver l'attractivité de la commune et répondre aux besoins des habitants.



Xavier Batut est candidat pour la 3e fois aux élections municipales de mars 2026 à Cany-Barville. - Paris Normandie



*Par Mireille Loubet-Anquetil*

Publié: 11 Février 2026 à 07h18 Temps de lecture: 1 min

Le pragmatisme, voilà ce qui guide la candidature de Xavier Batut comme tête de liste aux élections municipales de Cany-Barville en mars 2026. De là vient l'intitulé de la liste « Utile pour Cany-Barville ». Déjà candidat pour occuper le fauteuil de maire en 2014 et 2020, il a fait durant deux mandats l'expérience de la minorité au sein du conseil municipal. Pas de quoi le décourager de se

présenter une 3e fois dans la ville où il réside depuis 25 ans.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

[L'ancien député de la 10e circonscription de Seine-Maritime](#), chef d'entreprise de 49 ans, reste ancré dans la proximité. Et il est toujours prêt à s'investir localement. « *Comme j'ai encore une activité professionnelle à côté et pour me consacrer pleinement à la commune de Cany-Barville, si je suis élu, je ne serai pas candidat à la présidence de la communauté de communes* », annonce-t-il d'ores et déjà.

Si je suis élu, je ne serai pas candidat à la présidence de la communauté de communes.

**Xavier Batut**, Candidat à la mairie de Cany-Barville

## **Sans étiquette politique**

Sa liste de 22 colistiers, âgés de 20 à 70 ans avec des Canycais venant de tous horizons, impliqués dans la commune, il la travaille depuis un an, même si les choses se sont accélérées fin 2025. Pas d'étiquette politique affichée pour cette élection locale, mais un programme travaillé en commun, autour de quatre priorités « *non résolues par la majorité sortante* ». Des idées issues des rencontres et des échanges directs avec la population.

L'objectif est « *de présenter un projet utile et tourné vers le quotidien et le bien-être des habitants* ». Dans l'ordre des priorités, il cite d'abord la santé en pointant l'absence de médecin généraliste dans la ville de 2900 habitants alors que la population vieillit rapidement. « *600 habitants ont aujourd'hui plus de 70 ans* », note-t-il. Viennent ensuite la sécurité, la proximité et la démocratie participative en développant de nouveaux liens sociaux.

## **Des défis à relever**

Liant toutes ces thématiques, Xavier Batut souhaite travailler sur l'attractivité de [Cany-Barville](#) afin, notamment, de redynamiser le commerce du centre-bourg, bassin de vie principal de 15 000 personnes alentour. « *Nous sommes face à d'importants défis à relever sur le vieillissement, le logement, l'éducation et la jeunesse* », reconnaît le candidat.

Il précise enfin que les huit représentants canycais qui seront élus au sein de la communauté de communes de la côte d'Albâtre devront y défendre les intérêts de la commune, « *ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui* ».

Présentation de la liste complète et du programme le jeudi 5 mars 2026 à 19h à la salle du Bailliage de Caux (3 place du 8 mai, Cany-Barville).

## Municipales à Rouen : qui sont les membres de la liste de Marine Caron, candidate de la droite et du centre ?

6–7 minutes

Marine Caron, candidate de la droite et du centre pour les élections municipales 2026 à Rouen, vient de dévoiler sa liste. Qui la compose ? Voici les noms des colistiers.

Sur le même thème

[Les Républicains \(LR\)](#)

[Municipales 2026](#)

[Renaissance \(ex-LREM\)](#)



Marine Caron, candidate aux élections municipales 2026 à Rouen, vient de dévoiler sa liste. Elle avait révélé son programme le 24 janvier dernier. (©YR/76actu)

Par [Yann Rivallan](#) Publié le 10 févr. 2026 à 20h12

Après [son programme](#) le 24 janvier dernier, **Marine Caron** passe à la liste de son équipe pour les **élections municipales 2026 à Rouen**. La candidate de la droite et du centre a dévoilé, lundi 9 janvier 2026, les noms des **54 personnes** qui vont l'accompagner dans ce scrutin.

**Une liste qui « dépasse les clivages »**



La liste « Réussir Rouen » rassemble un panel de 55 personnes, 28 femmes (en comptant Marine Caron) et 27 hommes. Les colistiers sont issus « de tous les quartiers », promet d'ailleurs la candidate. Et la moyenne d'âge est de **49 ans**.

Une liste qui, selon Marine Caron, « dépasse les clivages pour se rassembler autour d'un projet local », précise-t-elle dans un communiqué de presse. Elle dit avoir fait « le choix du rassemblement plutôt que de la division ».

En effet, cette liste est soutenue par de nombreux partis politiques. À commencer par **Horizons**, le mouvement fondé par l'ancien Premier ministre Édouard Philippe. Le parti présidentiel **Renaissance** ou encore **Les Républicains**, ont également [apporté leur soutien](#) à la candidate de 35 ans.

## **D'anciens élus expérimentés et des personnalités locales**

Parmi les membres de la liste de Marine Caron, on retrouve plusieurs profils politiques expérimentées, avec certains anciens opposants aujourd'hui unis sous la même bannière. Pêle-mêle, on peut retrouver sur cette liste **Frédéric Sanchez**, l'ancien président socialiste de la Métropole de Rouen aux côtés de [Marie-Hélène Roux](#), figure locale des Républicains et candidate aux législatives 2022 à Rouen.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Figure aussi **Bruno Devaux**, militant LR et plus ancien élu encore en poste au conseil municipal de Rouen. Ou encore la sénatrice centriste **Catherine Morin-Desailly**, à la 55e et dernière place.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Cette liste comporte aussi quelques personnalités locales. Par exemple, Benoît Rousset, numéro 2 sur la liste, est le cofondateur de la brasserie Ragnar et du projet de [l'église-brasserie Saint-Nicaise](#). On retrouve aussi Loïc Bonnet, le directeur du Théâtre à l'Ouest.

**Voici la liste complète de Marine Caron :**

1. **Marine Caron**, 35 ans, entrepreneure ;
2. **Benoît Rousset**, 37 ans, consultant indépendant ;
3. **Marie-Hélène Roux**, 61 ans, directrice qualité au centre hospitalier

du Rouvray ;

4. **Dimitri Deneuve**, 43 ans, gestionnaire filiale énergies renouvelables ;
5. **Carine Wolf**, 59 ans, pharmacienne ;
6. **Frédéric Sanchez**, 64 ans, retraité de la fonction publique ;
7. **Hayet Zergui**, 60 ans, conseillère en insertion ;
8. **Bruno Devaux**, médecin anesthésiste réanimateur ;
9. **Violette Gilard**, 27 ans, assistante de direction ;
10. **Loïc Bonnet**, 52 ans, directeur de théâtre ;
11. **Félicie Renon**, 52 ans, agente territoriale ;
12. **Rodolphe Launay-Duval**, 55 ans, ancien commerçant et chef d'entreprise ;
13. **Marya Negrouche**, 31 ans, chargée d'études et de développement ;
14. **Hippolyte Bernard Meyer**, 29 ans, doctorant en droit public ;
15. **Isabelle Fedina**, 70 ans, retraitée de la fonction publique hospitalière ;
16. **Saïd Abjije**, 37 ans, chargé de projets ;
17. **Pascale Keradec**, 66 ans, professeure retraitée ;
18. **Arnaud Lucas**, 31 ans, consultant ;
19. **Hortense Baguelin**, 31 ans, agente immobilier ;
20. **Pierre Dehaen**, 42 ans, responsable communication et dirigeant associatif ;
21. **Natacha Ben Haïm**, 53 ans, directrice de l'attractivité territoriale ;
22. **José-Maria Roda**, 24 ans, étudiant ;
23. **Karine Leprêtre**, 50 ans, consultante en insertion professionnelle ;
24. **Luigi Bertagnolio**, 31 ans, architecte diplômé d'État ;
25. **Maëlys Houas**, 22 ans, étudiante ;
26. **Yves Le Cars**, 52 ans, cadre dans l'informatique ;
27. **Nabila Miloudi**, 53 ans, cadre en développement et bénévole associative ;
28. **Nicolas Angot**, 31 ans, agent général d'assurances ;
29. **Dominique Woinet**, 64 ans, cadre supérieure de pôle au CHU ;

30. **Pierre-Louis Hue**, 30 ans, collaborateur d'élus ;
31. **Isabelle Delaunay**, 57 ans, directrice d'établissement médico-social ;
32. **Basile Rey**, 32 ans, cadre dans le secteur de l'alimentation ;
33. **Denise Ossete Awe**, 64 ans, assistante à la personne à domicile ;
34. **Laurent Elisio Bordier**, 55 ans, dirigeant d'association ;
35. **Martine Cambremer-Croixmare**, 71 ans, retraitée de la fonction publique territoriale ;
36. **Bruno Lucas**, 53 ans, directeur commercial ;
37. **Karine Huré**, 54 ans, responsable financier ;
38. **Naban Camara**, 42 ans, manager ;
39. **Dorothée Deshayes**, 55 ans, cadre de la fonction publique territoriale ;
40. **Pierre Passemar**, 48 ans, gérant ;
41. **Sarah Yahia**, 51 ans, secrétaire générale de mairie ;
42. **Kevin Gueguen**, 33 ans, conducteur de bus et de tramway ;
43. **Thérèse Wagemans**, 73 ans, historienne ;
44. **François Paquin**, 48 ans, directeur commercial ;
45. **Elyssa Kraiem**, 48 ans, avocate ;
46. **Jean-Yves Lemerrier**, 69 ans, courtier en assurances ;
47. **Agathe Martigne**, 48 ans, décoratrice ;
48. **Raphaël Crocfer**, 29 ans, enseignant en droit public ;
49. **Marie-Françoise Marcassin**, 78 ans, retraitée ;
50. **Raphaël Roubert**, 44 ans, bénévole associatif ;
51. **Axelle Granchon-Riolzir**, 39 ans, clerc de notaire ;
52. **Antonin Stévenard**, 77 ans, retraité ;
53. **Nelly Cirette**, 76 ans, commerçante retraitée ;
54. **Pierre-Vincent Langlois**, 50 ans, chef d'entreprise ;
55. **Catherine Morin-Desailly**, 65 ans, sénatrice.

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## Municipales 2026 à Rouen : Qui figure sur la liste de Marine Caron ?

Jérémy Chatet

5-6 minutes

Marine Caron, candidate de la droite et du centre aux élections municipales à Rouen a dévoilé sa liste le 9 février 2026. Un mélange de profils politiques expérimentés et de personnes issues de la société civile.



Publié: 10 Février 2026 à 11h54 Temps de lecture: 2 min

Vingt-sept femmes, vingt-sept hommes. Parité respectée. Marine Caron, candidate de la droite et du centre a dévoilé, le 9 février 2026, sa liste pour les élections municipales à Rouen. Mêlant figures politiques locales, entrepreneurs ou membres de la société civile, cette liste est largement renouvelée par rapport à celle de 2020. Ils ne sont que huit rescapés de la première candidature de Marine Caron.

### Frédéric Sanchez en sixième position

Soutien de la candidate de la droite depuis le début de sa campagne, [Frédéric Sanchez](#) est placé haut sur la liste de Marine Caron, en sixième position. Ancien maire PS du Petit-Quevilly (2001-2019) et ancien président de la Métropole (2012-2014), il avait été nommé consul de France à Québec en 2019 avant de rentrer en 2023. Cette même année, il adhérerait au parti Horizons, comme Marine Caron.

D'autres profils politiques composent la liste de la cheffe d'entreprise de 35 ans. L'ancienne adjointe à la ville de Rouen, [Marie-Hélène Roux](#) est en troisième position. Désignée cheffe de file LR pour les municipales en juillet dernier, elle avait annoncé son ralliement à Marine Caron dans le cadre de l'union de la droite et du centre. Sans surprise, on retrouve également en huitième position le LR [Bruno Devaux](#). Après avoir quitté le groupe « Au

cœur de Rouen », le conseiller d'opposition au conseil municipal de Rouen avait rejoint le groupe de Marine Caron « Rouen A'Venir » en novembre dernier. Il retrouve sur la liste de la candidate deux autres conseillers municipaux d'opposition, Hayet Zergui et Félicie Renon. Enfin, la sénatrice de la Seine-Maritime Catherine Morin-Desailly apparaît en dernière position de la liste.

## **Des personnalités de la société civile**

Commerçants, professeurs, étudiants, dirigeants d'association... La liste de Marine Caron fait la part belle aux profils issus de la société civile. C'est le cas notamment de Benoît Rousset, en deuxième position. Ce Normand d'adoption est le cofondateur de la brasserie Ragnar. Autre personnalité connue des Rouennais, le directeur du théâtre à l'Ouest Loïc Bonnet est en dixième position. Y figurent aussi Carine Wolf, pharmacienne des Hauts-de-Rouen, également présidente du conseil national de l'Ordre des pharmaciens, ou encore [Natacha Ben Haïm](#), présidente de la communauté juive de Rouen.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)



## Municipales 2026 : à Bois-Guillaume, Théo Perez vise un second mandat

Jérémy Chatet

4-6 minutes

---

Le maire sortant de Bois-Guillaume se présente aux élections municipales de 2026 pour briguer un second mandat.



Théo Perez le maire sortant de Bois-Guillaume se présente aux élections municipales 2026. - DR



Publié: 10 Février 2026 à 11h50 Temps de lecture: 1 min

En 2020, Théo Perez, âgé alors de 29 ans, avait créé la surprise, se faisant élire à Bois-Guillaume, dans une commune jusque-là gérée par la droite. Une fonction de maire, qu'il a [endossée à temps plein](#). « *Malgré le contexte difficile, j'ai très bien vécu ce mandat* », pose-t-il. Pour 2026, Théo Pérez sera candidat à sa succession. Revendiquant son « *indépendance politique* », il repart, comme en 2020, avec une liste sans étiquette politique, composée de « *profils différents, et renouvelée d'au moins de moitié* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

### Accent sur l'éducation

Avec comme objectif « *d'articuler la vie du quotidien avec la ville de*

*demain », et de poursuivre la modernisation de la commune et de ses services publics, dans la lancée de son premier mandat. « Au cours du premier mandat, on a beaucoup investi, aujourd'hui on est plus efficace dans le service du quotidien », juge-t-il.*

Pour ce second mandat, qu'il qualifie d'acte 2, Théo Perez souhaite, entre autres, mettre l'accent sur l'éducation, notamment des jeunes entre 11 et 18 ans avec la création d'un équipement pour les accueillir : *« Construire un service en lien avec des animateurs, un lieu chaleureux. »*

## **Renforcer la police municipale**

Concernant la sécurité, *« il n'y a pas de problème de délinquance mais la ville est sujette aux cambriolages »*, Théo Perez veut aller plus loin dans les effectifs de police municipale, dotée actuellement de sept agents. *« Il faut une patrouille supplémentaire soit trois personnes. »* Le candidat compte poursuivre le déploiement des caméras de vidéo surveillance. *« Quand je suis arrivé il y en avait 13, aujourd'hui on est à 75 caméras. Désormais on va pouvoir en implanter dans des lieux plus stratégiques de la commune comme le site de la Bretèque. »*

Enfin, Théo Perez met en avant la concertation publique et ambitionne de *« rapprocher le citoyen de la décision publique. Pourquoi pas ouvrir les commissions du conseil municipal aux habitants et les solliciter sur les projets structurants de la commune »*.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)





## Municipales à Notre-Dame-de-Bondeville : Virginie Bottais veut redonner la confiance

*Benoît MARIN-CURTOUD*

6-8 minutes

Virginie Bottais, de l'Alliance bondevillaise à Notre-Dame-de-Bondeville, se présente aux municipales. Son but : redonner confiance aux habitants après bien des polémiques politiques dans sa commune.



Virginie Bottais, fondatrice de l'Alliance bondevillaise, se présente face à la maire sortante Myriam Mulot dont elle fut, en début de mandat, une adjointe à Notre-Dame-de-Bondeville. - Photo Alliance bondevillaise



Publié: 10 Février 2026 à 14h51 Temps de lecture: 2 min  
Et de trois ! Trois listes vont se disputer l'élection municipale à [Notre-Dame-de-Bondeville](#). Si Alain Quibel (SE) et « Osons le renouveau » sont partis les premiers, vite suivis de la maire sortante Myriam Mulot (DVG), c'est Virginie Bottais (SE) qui annonce la dernière sa candidature.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

« J'ai assez de colistiers et même davantage », explique Virginie

Bottais, qui a dû réunir trente-trois noms pour concourir. Son but ?  
« *On va reconstruire une ambiance sereine et chaleureuse, avec davantage de festivités, de rencontres, et créer des instances pour l'organiser* », détaille cette candidate âgée de 50 ans qui a toujours été bondevillaise.

### **« Il n'y aura jamais d'embauche de complaisance avec moi »**

En cause, les vicissitudes du mandat de Myriam Mulot, maire sortante, qui se représente avec l'appui du PS dont le secrétaire de la section locale Guillaume Seris est sur la liste. La maire sortante est sous le coup d'une enquête pénale, diverses sources détaillent que l'ambiance dans les services municipaux est détestable et le mandat précédent a été émaillé de polémiques.

« *Quand je me suis lancée dans la dernière campagne (2020 et 2021, NDLR)... je me suis trompée. Conseillère municipale de la majorité, j'ai repris ma liberté de parole et de penser pour que les règles et l'éthique soient respectées. J'ai dû me mettre en danger, me mettre des élus ou peut-être des habitants à dos afin de défendre les intérêts de mes concitoyens* », détaille celle qui fut soutien de Myriam Mulot avant de se présenter contre elle.

« *Avec moi, il n'y aura jamais la moindre embauche de complaisance. Égalité et équité de traitement pour tous. Sincérité, simplicité, exemplarité, transparence, écoute des habitants, bon sens et pragmatisme. Mon engagement est clair : agir avec ambition pour ma ville, avec rigueur et clairvoyance pour que chaque projet porté soit réalisable, utile et bénéfique pour l'ensemble des Bondevillais* », écrit Virginie Bottais. Et ainsi « *faire retrouver la confiance* » aux Bondevillais.

### **La réouverture de la piscine, une priorité**

Outre le bien vivre ensemble, Virginie Bottais fera de la réouverture de la piscine une priorité. L'équipement est fermé depuis que des défauts de structure ont été diagnostiqués sur le toit et aucune date n'a été avancée pour sa réouverture. La réparation coûterait 1M€.

Côté sécurité l'élue veut « *mettre fin à la mutualisation de la police municipale avec le Houlme pour assurer davantage de rondes dans tous les quartiers* », elle qui dénonce une collaboration asymétrique puisqu'il n'y a qu'un policier au Houlme contre quatre à Notre-Dame-de-Bondeville. Et mieux expliquer et implanter les caméras de vidéosurveillance. « *Les Bondevillais ont besoin de transparence* », dit celle qui a dénoncé la présence de caméras municipales donnant sur sa propre maison.

Virginie Bottais veut aussi modifier l'extinction nocturne des

réverbères pour que les rues ne soient pas totalement obscures.

Côté urbanisme, l'élue espère profiter de l'école Duteurtre désormais vide (l'école Colette-Privat qui vient d'ouvrir en a absorbé les élèves) pour réimplanter des services municipaux et associations tout en limitant un peu le nombre de constructions et en amorçant la transition écologique en munissant les lampadaires de Leds.

## Le PS en embuscade ?

Avec trois listes en concurrence, l'avenir de Notre-Dame-de-Bondeville n'est pas écrit d'autant que si les deux listes d'opposition arrivaient en dernier, elles pourraient toujours fusionner.

Par ailleurs, le soutien du PS à la candidate sortante dans une vallée du Cailly dominée par les socialistes est majeur et pourrait être stratégique si Myriam Mulot, au terme de l'enquête pénale, devait se retrouver au tribunal pour « *diverses atteintes à la probité* ». Si la maire sortante est réélue puis devait être jugée inéligible, le PS pourrait rafler la mise en cours de mandat. L'enquête est toujours en cours mais devra bien déboucher sur une orientation pénale mais, pour le moment, la maire sortante demeure présumée innocente.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)



## Municipales 2026. "Si on prend la carte de la Métropole, Bois-Guillaume est la commune la plus cambriolée" : la sécurité au cœur de la campagne électorale

Alexandre Leno

5-6 minutes

---

[A Bois-Guillaume, chacun à son avis sur la sécurité, thème de campagne récurrent qu'importe le scrutin, local ou national.](#) Bien que d'apparence éloignée des enjeux de sécurité, la "chic" commune du plateau rouennais connaît, comme nombre de collectivités de la Métropole, une hausse de la délinquance. Celle-ci concerne davantage les atteintes aux biens et en particulier les vols dans les véhicules, qui explosent comme ailleurs en Métropole, et les cambriolages. Selon les statistiques publiques de la sécurité intérieure, on dénombre 131 cambriolages de logements sur 2024 contre 87 en 2023. C'est plus que la moyenne des autres agglomérations de même type, même si, selon la mairie actuelle, ces délits baissent si l'on prend en compte une plus large période : *"Entre 2019 et 2023, les cambriolages ont baissé de plus de 20 %"*, malgré tout, *"il y en a encore trop"*, reconnaît le maire Théo Perez. Face à la préoccupation de ses habitants, la Ville a d'ailleurs mis en place une aide financière pour aider les particuliers à l'acquisition d'un système d'alarme pour leur résidence principale, votée en 2024 en conseil municipal.

### La question de l'éclairage nocturne

*"Qui a multiplié la vidéoprotection ? Qui a créé des patrouilles de soir et de week-end ? Qui a amélioré la collaboration avec la police nationale ?"*, énumère Théo Perez. *"Il va falloir construire une nouvelle patrouille de police municipale, c'est sûr"*, affirme l' élu qui envisage l'embauche de deux à trois agents supplémentaires d'ici à la fin du prochain mandat, en plus des deux autres brigades déjà existantes. Par ailleurs, le maire sortant veut organiser un référendum sur la question de l'extinction de l'éclairage la nuit organisée par la Métropole et étendue à la plupart des communes

de l'agglomération. Aujourd'hui, plusieurs communes font marche arrière et Bois-Guillaume semble en prendre la direction. Sur cette question, le candidat Jonas Haddad a déjà tranché. *"Je rétablirai la lumière, en optant pour des détecteurs Led"*, précise le candidat qui s'engage par ailleurs à *"passer les effectifs de policiers municipaux à 10 au lieu de six aujourd'hui"*, rappelant que *"la moyenne nationale, c'est cinq policiers municipaux pour 10 000 habitants. A Bois-Guillaume, nous sommes bientôt 15 000"*. Le compte n'y est donc pas pour Jonas Haddad qui veut aussi mutualiser des rondes nocturnes avec les autres villes du plateau nord.

- **A lire aussi.** [Municipales 2026. Cadre de vie, sécurité... Quels enjeux à Bois-Guillaume ?](#)

## **"La moyenne nationale, c'est cinq policiers municipaux pour 10 000 habitants"**

Tout comme son concurrent à droite, Sosthène Loser considère qu'il y a un manque d'agents à Bois-Guillaume et souhaite lui aussi renforcer son nombre d'un ou deux agents supplémentaires. Pour contenir les dépenses de fonctionnement, le candidat veut renforcer les rondes nocturnes avec l'appui d'un dispositif de sécurité privé. *"Si on prend la carte de la Métropole, la ville de Bois-Guillaume est la commune la plus cambriolée"*, soutient Sosthène Loser. Ce dernier veut aussi multiplier le nombre de caméras.

## **Qui sont les habitants de Bois-Guillaume ?**

Population, âge, catégories socioprofessionnelles : zoom sur la population de la commune.

Selon les dernières données du recensement INSEE en 2023, la ville de Bois-Guillaume compte 14 539 personnes et se hisse à la 8<sup>e</sup> place des 71 villes de la Métropole de Rouen en termes de population.

## **La population croît mais vieillit**

Sa population a augmenté de plus de 5 700 habitants en près de 60 ans et poursuit sa croissance sans discontinuer depuis 2012 tandis que la population stagne à l'échelle de la Normandie. Les personnes âgées de 45 à 59 ans représentent le gros des Bois-Guillaumais, soit 20 % des habitants. Viennent ensuite les personnes âgées de 60 à 74 ans qui représentent 18 % de la population. Globalement, la population vieillit. Tandis que la majorité des catégories d'âge diminuent ou stagnent depuis 2016, les deux dernières tranches d'âges augmentent.

## **Retraités et CSP + dominants**

Si l'on se réfère aux catégories socioprofessionnelles, les retraités sont largement dominants et représentent le tiers de la population. Cette catégorie est majoritairement composée de femmes. Les CSP + (Cadres et professions intellectuelles supérieures) sont la deuxième catégorie socioprofessionnelle la plus représentée avec plus de 21 %, devant les professions intermédiaires à près de 14 %.

## Municipales 2026. La première adjointe défie le maire sortant dans ce village près de Bolbec

Cédric Thomire

1-2 minutes

---

"Au plus près de vous". Voilà le nom que neuf Lintotais ont choisi pour leur liste électorale aux prochaines municipales. En tête figurera Florence Lebourgeois, première adjointe au maire depuis 12 ans. La retraitée de l'industrie et ses colistiers, âgés de 20 à 62 ans, défieront donc la liste du maire sortant. *"Ce que nous souhaitons avant tout, c'est redynamiser le village avec de nouvelles animations pour les enfants comme pour les plus âgés,* indique Céline Colombel. En cas de victoire les candidats souhaitent réhabiliter le terrain de foot, rénover l'aire de jeux des enfants, refaire le sol de la salle des fêtes et construire un local technique pour le cantonnier.

Les candidats : Florence Lebourgeois, 62 ans, retraitée ; Yannick Delaunay, 40 ans, commercial ; Céline Colombel, 44 ans, agricultrice ; Charles Le Maistre, 45 ans, agent de maîtrise ; Justine Ferric, 19 ans, étudiante ; Wilfrid Thomas, 62 ans, retraité ; Aurélia Jacques, 51 ans, cadre administratif ; Hugo Roze, 29 ans, agent d'entretien ; Lucile Ternon, 58 ans, enseignante.



## Duclair. Jean Delalandre est candidat à sa réélection

Julie Hervieux

~2 minutes

---

A quelques semaines des élections municipales (15 et 22 mars), le maire de Duclair, Jean Delalandre, annonce être candidat à sa réélection.

### Un bilan positif

Elu depuis 2014, Jean Delalandre clôture son deuxième mandat, riche en projets concrétisés : nouvelle gendarmerie, maison de santé, crèche, infrastructures sportives modernisées, aide au permis de conduire... Un élan que l'édile ne veut pas essouffler. *"Je propose de poursuivre la transformation positive de Duclair dont on me parle régulièrement. Ce qui me guide, c'est de voir notre cadre de vie s'améliorer et des Duclairois heureux de vivre ici, toutes générations confondues"*, exprime-t-il. Ambitionnant un troisième mandat, l'élus compte sur *"l'expérience, l'énergie et les compétences"* dont il fait preuve et s'entoure de nouvelles personnes. *"Je vous propose de soutenir une équipe renouvelée, un collectif de femmes et d'hommes représentatifs de Duclair ; quartiers, âges, parcours de vie"*.

### Duclair, une commune attractive

D'après lui, *"Duclair est devenue l'une des villes les plus attractives de la métropole de Rouen et nombreuses sont les personnes qui cherchent à s'y installer. Duclair a une image positive. Duclair bouge et cette tendance doit se confirmer !"*. En douze années de mandature, la Ville a investi pour se développer *"sans toucher aux taux d'imposition communaux et en faisant diminuer la dette par an et par habitant"*, assure l'élus. Une dynamique qui sera poursuivie si la liste *"Fiers de Duclair avec Jean Delalandre"* l'emporte. *"Nous présenterons un projet concret, ambitieux et réaliste ; un projet qui s'intéresse à chacun et à toutes les dynamiques positives pour que les Duclairois soient demain encore fiers de Duclair"*, conclut-il.

## Municipales 2026. "Sans étiquette, mais pas sans ambition" : découvrez tous les noms de la liste de Patrick Cibois à Lillebonne

Cédric Thomire

~3 minutes

---

Patrick Cibois a été le premier des deux têtes de liste à dévoiler sa liste. Baptisée "De l'ambition pour Lillebonne", elle compte quatre élus sortants : Patrick Cibois, Jean-Yves Gognet, Arlette Lecacheur et Amel Takarli. Figurent dans la liste des Lillebonnais qui ont siégé lors de précédents mandats, notamment Mourad Bettahar, qui était en 2014 à la tête d'une liste concurrente dans laquelle se trouvait Patrick Cibois. *"Notre liste est sans étiquette. Je ne voulais pas de candidats hyper-politisés, mais des Lillebonnais avec des compétences et des expériences qui se complètent au profit des habitants, ainsi que des jeunes qui apporteront un regard nouveau"*, détaille Patrick Cibois. Les différents quartiers de la commune sont représentés. La tête de liste met aussi en avant l'engagement associatif de nombreux de ses colistiers. *"90% de la liste était constituée il y a un an, ce qui nous a permis de travailler collectivement à l'élaboration de notre programme pendant six mois"*, souligne celui qui fut 1<sup>er</sup> adjoint de Philippe Leroux.

### Les candidats

Patrick Cibois, 66 ans, retraité EM ; Robin Angot, 24 ans, chef d'équipe ; Carole Bigueur, 47 ans, chauffeur VTC ; Mourad Bettahar, 61 ans, éducateur spécialisé ; Nathalie Boulanger, 54 ans, assistante maternelle ; Christophe Cadinot, 67 ans, professeur retraité ; Sandrine Cottard, 56 ans, assistante comptable ; Christophe Duclos, 52 ans, responsable HSES ; Patricia Fanny, 61 ans, agente territoriale retraitée ; Hugues Dulong, 75 ans, retraité Bayer ; Roseline Feuillye, 61 ans, auxiliaire de vie retraitée ; Clément Foutel, 36 ans, technicien de maintenance ; Alexandra Hamard, 42 ans, chargée d'études foncières ; Jean-Yves Gognet, 68 ans, retraité Lubrizol ; Eléonore Hébert, 47 ans, employée de boulangerie ; Bruno Gimay, 61 ans, agent territorial retraité ;

Laetitia Héransval, 44 ans, responsable administratif ; Edouard Héransval, 40 ans, menuisier ; Paola Labarre, 44 ans, AESH ; Terence Lecras, 39 ans, policier ; Arlette Lecacheur, 71 ans, agente territoriale retraitée ; Arnaud Petibon, 57 ans, en reconversion ; Murielle Moutier Lecerf, 67 ans, infirmière retraitée ; Benoît Poisson, 59 ans, retraité EM ; Nathalie Perdrix, 52 ans, infirmière ; Régis Recher, 54 ans, conseiller régional formation initiale ; Bérénice Picavet, 56 ans, professeure des écoles ; Damien Simon, 57 ans, infirmier libéral ; Claire Roussignol, 48 ans, en reconversion ; Alain Trouvé, 73 ans, retraité banque et assurance ; Amel Takarli, 53 ans, assistante dentaire.

Pratique. Réunion publique le 3 mars à 18h à la Maison des associations.

## Municipales 2026. Denis Quesnay maintient le cap vers un 6e mandat à Cropus

*Sylvie Macquet*

5-6 minutes

---

Élu depuis 50 ans dans le village de Cropus, près d'Auffay, Denis Quesnay rempile pour un 6e mandat, ne voulant pas laisser sa commune sans équipe structurée. Convivialité et dynamisme sont ses mots d'ordre.



*Par Sylvie Macquet*

Publié: 10 Février 2026 à 11h24 Temps de lecture: 2 min

À 75 ans, Denis Quesnay a finalement décidé de repartir pour un nouveau mandat à la tête de la commune de Cropus. Une décision mûrement réfléchie, prise avant tout pour éviter de la laisser sans équipe municipale structurée. Entre héritage familial et proximité avec les habitants, il souhaite continuer à faire un village convivial et dynamique.

### Un sixième mandat

Élu depuis 1977, Denis Quesnay a d'abord exercé trois mandats en tant que conseiller municipal avant d'être élu maire en 1997. S'il est reconduit, il entamera son sixième mandat de maire. Il avait pourtant annoncé, il y a un an, son intention de quitter ses fonctions. Face à l'absence de candidat pour reprendre le flambeau et au constat que seuls deux conseillers municipaux sortants étaient prêts à poursuivre l'aventure, le maire sortant a revu sa position.

La liste compte aujourd'hui treize colistiers (onze titulaires et deux suppléants). Six membres faisaient déjà partie de l'équipe sortante

et cinq nouveaux candidats l'ont rejointe. Ils ont été choisis à la fois pour représenter le bourg et les hameaux de La Corbière, Fréval et Bois-Guillaume, et pour leurs compétences (enseignants, secrétaire, entrepreneur, agriculteurs...) avec une moyenne d'âge de 50 ans.

## Développer les animations

Dans cette commune de 250 habitants, où de nombreux jeunes couples avec enfants se sont installés, Denis Quesnay souhaite préserver l'esprit familial et convivial du village. L'équipe entend faire perdurer les animations existantes (rallye vélo et jeux de société du vendredi soir) et inviter les Cropusiens à en développer de nouvelles. Parmi les projets évoqués figurent l'agrandissement et le réaménagement du parking du cimetière, ainsi que la poursuite de l'enfouissement des réseaux à La Corbière et à Fréval.

Enfant du village, Denis Quesnay connaît personnellement l'ensemble des administrés. Une proximité qu'il revendique et qu'il souhaite préserver, privilégiant l'écoute, la disponibilité et les échanges au quotidien. Pour lui, être maire ne se limite pas à un rôle administratif. Il souhaite rester proche de tous les habitants, connaître leurs préoccupations et continuer à faire vivre un village où chacun se sent impliqué. Son engagement s'inscrit aussi dans une histoire familiale. Sa grand-mère fut adjointe au maire dans les années 1940, son père élu dans les années 1960, et son oncle, Jean Quesnay, maire d'Auffay de 1997 à 2001. « *Être au service de ses concitoyens est une valeur dont j'ai hérité* », souligne Denis Quesnay.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



## Municipales 2026. La liste d'opposition de Stéphane Masse veut redonner une direction aux projets

Sylvie Macquet (correspondante)

5-7 minutes

---

Élu au conseil municipal de Bacqueville-en-Caux depuis 1995, Stéphane Masse mènera une liste aux élections de mars 2026. Il se place dans la continuité de l'ancien maire Étienne Delarue.



Par Sylvie Macquet (correspondante)

Publié: 10 Février 2026 à 17h02 Temps de lecture: 2 min

Élu local depuis près de 30 ans, Stéphane Masse, 62 ans, se lance dans la course municipale à Bacqueville-en-Caux à la tête d'une liste d'opposition. Conseiller municipal depuis 1995, il a occupé les fonctions de premier adjoint aux travaux, à la voirie et à l'urbanisme de 2008 à 2024.

Fort de cette longue expérience, il souhaite aujourd'hui poursuivre son engagement local et s'inscrire dans la continuité de la politique menée par l'[ancien maire Étienne Delarue](#), contraint de quitter ses fonctions en 2024 pour raisons de santé. Aux [élections municipales](#) de mars, il se présente contre [Jean-Marie Adam](#), qui avait pris la suite d'Etienne Delarue.

### Concrétiser les dossiers

Stéphane Masse entend reprendre plusieurs projets structurants restés en suspens, notamment la rénovation de l'hôtel de ville et l'aménagement du centre-bourg. « *Je souhaite travailler comme notre ancien édile, avec rigueur et constance*, assure le candidat. *La réhabilitation de la mairie est incontournable. Toutes les études ont été réalisées, le projet a été présenté en conseil municipal*

*depuis 8 ans mais n'a jamais abouti, faute de décision collective. »*

Son objectif est donc de relancer ce dossier dans sa version initiale, d'en solliciter les subventions et de le mener à terme.

## **Dynamisme et convivialité**

Stéphane Masse souhaite également renforcer le dynamisme et la convivialité de la commune. Il propose d'agrandir et d'améliorer l'espace dédié aux enfants et aux familles à proximité de la Poste, avec la création d'un véritable jardin d'enfants. Un local destiné aux adolescents est aussi envisagé, afin qu'ils puissent se retrouver autour d'activités encadrées (baby-foot, ping-pong...). Les plus de 65 ans font également partie des priorités. Un questionnaire permettrait de recueillir leurs attentes pour développer des animations correspondant à leurs envies.

Sur le plan économique, l' élu défend le rachat par la commune d'une parcelle constructible de 2 hectares, située de l'autre côté de la zone d'activité. L'idée serait d'y créer une zone artisanale et d'attirer de nouveaux artisans. D'autres projets ont été évoqués avec l'ensemble de l'équipe, notamment en matière de soutien aux associations culturelles et sportives.

## **Un travail transversal**

Intitulée « S'engager pour l'avenir », la liste compte 21 colistiers, dont 3 conseillers sortants et une ancienne élue ayant siégé lors de la mandature 2014-2020. La moyenne d'âge est comprise entre 40 et 45 ans. Issue de toutes les catégories socioprofessionnelles, l'équipe souhaite s'inscrire dans une démarche de projets pensés au-delà d'un premier mandat. Elle met en avant un mode de fonctionnement fondé sur le travail transversal, le croisement des compétences et des expériences, au service de l'intérêt communal.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





## Municipales 2026. À Mers-les-Bains, l'ancien maire et député veut retrouver son écharpe

Alexandra Mauviel

6-7 minutes

---

Emmanuel Maquet, l'ancien maire de Mers-les-Bains, se représente pour diriger la ville, avec une liste qu'il a présentée officiellement dimanche 8 février 2026.



Publié: 11 Février 2026 à 09h17 Temps de lecture: 2 min

Après avoir renoncé à son siège de maire, pour endosser le rôle de député en 2017, Emmanuel Maquet revient dans l'arène municipale mersoise. Il a présenté sa liste, sans étiquette, dimanche 8 février 2026. Elle compte de 24 candidats : 12 élus sortants du conseil en place (piloté par Michel Delépine, qui ne se représente pas) et 13 nouveaux candidats. Tous sont âgés de 19 à 78 ans.

« *Notre liste est représentative de tous les quartiers, expose Emmanuel Maquet. Elle est composée de jeunes actifs, de personnes expérimentées, de jeunes retraités ou encore de commerçants et de professions libérales de notre ville.* » Côté propositions, l'ancien maire de Mers (2001-2017) et son équipe ont des idées : « *Elles sont le fruit de nos rencontres et des demandes des Mersois.* »

### **Santé, cadre de vie, jeunesse, etc.**

Il entend poursuivre le projet de maison de santé pluriprofessionnelle, engagé sous la mandature actuelle. Le permis de construire a été affiché il y a un mois, et le dossier est « à financer », selon Emmanuel Maquet. Il s'engage aussi sur le volet sécuritaire (structuration d'un pôle sécurité pour contrer les

incivilités) et le cadre de vie (lutte contre les dépôts sauvages et obtention d'une 3<sup>e</sup> fleur).

Le logement a été annoncé comme « *une grande priorité* », pour une « *population résidente* » de Mers. Emmanuel Maquet compte s'appuyer sur le chantier de Penly, pour séduire de nouveaux actifs. « *Nous voulons mieux encadrer la location saisonnière de courte durée dès le printemps 2026* », souligne-t-il.

## Une réunion en mars

Tous les aspects de la vie quotidienne sont touchés : les aides pour les Mersois (carburant, garde d'enfant) ; la jeunesse (cantine à 1 €, cours d'anglais en primaire, aide aux devoirs, bourse d'études) ; les seniors ; le stationnement ; le commerce (galerie Jules-Barni) ; le patrimoine ; la culture (pavillon des Bains) ; la transition énergétique (100 % d'éclairage led) ; les mobilités douces ; l'érosion/risque de submersion marine (réflexion autour la prairie).

Dans le cadre de la campagne, la liste « Rassemblement pour Mers » assurera une réunion publique le 6 mars, à 18 h 30, au pôle associatif Curie. La profession de foi sera remise aux habitants lors de la tournée des quartiers.

La liste « Rassemblement pour Mers » : Emmanuel Maquet, 58 ans, attaché principal en assurances ; Pascale Arnaud, 63 ans, directrice d'atelier couture ; Céline Bernard, 50 ans, enseignante ; Séverine Bardoux-Choné, 57 ans, ingénieure ; Herman Brun, 58 ans, sapeur-pompier ; Théophile Brun, 30 ans, éducateur sportif ; Benoît Clochard, 55 ans, commerçant hôtelier ; Jean-Bernard Devos, 77 ans, commerçant retraité ; Régine Douillet, 56 ans, auxiliaire de vie ; Laurence Dreer, 59 ans, éditrice-libraire ; Monique Evrard, 69 ans, retraitée hospitalière ; Thomas Fleutre, 41 ans, chef d'équipe production ; Camille Gustave, 32 ans, technicienne qualité d'environnement ; Fabrice Hinschberger, 49 ans, collaborateur d'élus ; Sandra L'huiller, 53 ans, infirmière libérale ; Dominique Laval, 65 ans, professeur de danse ; Marjolaine Lucron, 49 ans, professeure des écoles ; Sandra Mauger-Pruvots, 48 ans, chargée de clientèle ; Patrice Mopin, 78 ans, retraité fonction publique ; Gabin Nogue, 35 ans, gérant centre équestre ; Olivier Portebois, 51 ans, responsable sécurité régional ; Manie Quesnel, 19 ans, commerçante en poissonnerie ; Christine Robert, 78 ans, commerçante retraitée ; Vincent Rousselin, 33 ans, conseiller en communication ; Thierry Willems, 71 ans, gérant de société.

Lire aussi



## Municipales 2026. Emmanuel Mallet s'engage à Forges-les-Eaux pour « changer de disque dur »

Christine Dhenain (correspondante)

5-6 minutes

---

Cela fait près d'un an qu'Emmanuel Mallet prépare sa candidature pour les élections municipales à Forges-les-Eaux de mars 2026. L'ancien élu veut apporter du changement.



Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 10 Février 2026 à 13h03 Temps de lecture: 1 min

**Élu en 2020 sur la liste de Michel Lejeune, adjoint à l'urbanisme et la sécurité de 2020 à 2021, puis conseiller municipal jusqu'en 2024, que reprenez-vous de cette expérience ?**

« On a eu le chantier sur la traversée de Forges qui m'a permis d'améliorer le centre et l'avenue principale avec la particularité de ne pas avoir de hauteur de trottoir pour les personnes en fauteuil roulant. D'intégrer un sens circulaire des véhicules pour regagner le centre. J'ai travaillé avec les ateliers municipaux sur l'éclairage en led. Je retiens cette volonté de renouveau et la confiance que Michel Lejeune m'a portée. »

**Pourquoi avoir souhaité être tête de liste pour les prochaines élections ?**

« On s'engage dès lors où nous ne sommes pas satisfaits. On ne peut pas continuer avec ceux qui sont à l'origine des problèmes. Nous devons changer de disque dur. Lorsque je suis resté au conseil, il n'y avait pas d'écoute. [J'ai donné ma démission il y a un an](#). Nous avons monté une petite équipe, pris le temps d'écouter

les Forgiens et force est de constater que leurs préoccupations ne font pas l'objet de projets de la part de la majorité. Nous avons pris le temps de poser un cadre, un noyau dur s'est constitué pendant que d'autres ont rejoint l'équipe au fil des sujets abordés. »

## **Des candidats qui « sont dans la vraie vie »**

**Comment définiriez-vous votre équipe « [Vivre Forges-les-Eaux](#) » ?**

« Les femmes et les hommes qui me suivent sont dans la dynamique d'apporter du changement, de regarder les priorités, ils sont dans la vraie vie. C'est une équipe généreuse, impliquée, droite et bienveillante. Je veux être au centre de tous et les laisser travailler dans leur domaine. Pendant 10 ans, j'ai géré le centre de secours, j'ai cherché des personnes avec des compétences pour les mettre au cœur d'un collectif et le faire grandir. Je ferai la même chose. »

**Quelles sont les grandes lignes de votre programme ?**

« Nous les dévoilerons progressivement. Nous travaillons sur les sujets prioritaires pour les habitants : la qualité de l'eau, la vitesse excessive, le commerce qui souffre d'attractivité en centre-ville, la sécurité, la mobilité. Les abattoirs, la majorité n'en parle pas. Une classe qui ferme, on n'en parle pas. Nous, nous travaillerons sur ces problèmes. On entend parler de la piscine, oui c'est un beau projet mais encore faut-il qu'il soit à taille humaine. Dans notre programme, on veut remettre l'humain au centre et aller vers un social efficace. »

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Échange avec un Argentin, partenariat avec le Maroc : la Rugby](#)

## Rentrée 2026 : "Chaque suppression de postes, c'est un enseignant en moins", selon la FSU-SNUipp 76 - ICI

Marianne Naquet

5-6 minutes

---

Le malaise des enseignants est palpable selon le premier syndicat de professeurs du premier degré. © Radio France - Marie-coralie Fournier

Diffusé le mercredi 11 février 2026 à 7:44

Publié le mercredi 11 février 2026 à 7:44

Les enseignants se mobilisent ce mercredi 11 février à 15h, devant le rectorat à Rouen, contre les suppressions de postes annoncées au niveau national et en Normandie. Le syndicat FSU-SNUipp76 alerte sur les conséquences pour les professeurs et les élèves.

Une **mobilisation des enseignants** est prévue ce mercredi 11 février. Un **rassemblement est prévu à 15h devant le rectorat à Rouen** pour protester contre les suppressions de postes annoncées dans l'Éducation nationale : plus de 2 200 postes en moins, dans le primaire, et 1 800 dans le secondaire par le ministère. Cela veut dire 272 postes supprimés dans l'académie de Normandie, à la rentrée 2026, 44 dans l'Eure et 13 en Seine-Maritime dans le primaire, plus 119 postes dans les collèges et les lycées et 18 postes administratifs. *"Cela veut dire concrètement, à chaque fois un enseignant en moins"*, réagit sur ICI Normandie, Christophe Hamon, conseiller syndical FSU-SNUipp 76. *"Chaque suppression de postes, c'est un enseignant en moins, soit dans une école, soit dans un collège. On ferme des classes au lieu de profiter d'une réelle baisse démographique qui sert de prétexte à ces suppressions de postes, au lieu d'en profiter pour alléger les effectifs dans les classes, pour permettre de meilleures conditions d'apprentissage et de meilleures conditions de travail pour les enseignants"*, ajoute-t-il.

**La baisse de la démographie, brandie par l'Education nationale**

La **baisse de la démocratie avancée par le ministère** de l'Éducation nationale, *"est réelle"* selon le syndicat. *"Elle devrait servir à nous permettre d'abaisser la moyenne par classe. Le ministère dit souvent, on a déjà baissé la moyenne à 21 élèves par classe mais on est toujours loin des chiffres de l'Union européenne, qui sont à 19. Lorsque les collègues entendent le chiffre avancé de 21 élèves, ça fait bondir les maîtres et les maîtresses."*

Ce **nombre d'élèves trop élevés en classe**, selon Christophe Hamon, a des *"conséquences sur les conditions d'apprentissage, sur l'ambiance de classe, sur la capacité des enseignants à aider les élèves, à intégrer aussi les élèves en situation de handicap qui sont aujourd'hui largement inclus dans nos classes."* Cette aide devient plus *"compliquée à apporter et parfois impossible"*, selon le syndicat. La **Fédération des parents d'élèves appelle à se joindre** à cette mobilisation devant le rectorat à Rouen à 15h.

- [Le Havre](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies  
*Mesure d'audience et web analyse.*

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

## **Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie**

[Passer la section](#)

### **Sur le même thème**

[Passer la section](#)

- Plus de 15 000 Français ont répondu au nouveau volet de la consultation, "Ma commune, mon maire et moi », menée par votre radio ICI avec l'Institut de sondage Odoxa, à moins de deux mois des élections municipales. Quelle école demain pour nos enfants, était le thème choisi ce mois-ci.
- L'académie de Normandie perd encore des élèves en cette rentrée scolaire 2025. Un creux démographique qui prend chaque année

## Suppressions de postes et d'une classe de Seconde envisagées au lycée Georges Brassens de Neufchâtel-en-Bray

4-6 minutes

Les enseignants du lycée Brassens de Neufchâtel-en-Bray sont inquiets et en colère. La rentrée prochaine pourrait voir des changements importants pour l'avenir de l'établissement.

Sur le même thème

[Education](#)

[Pays de Bray](#)



Le lycée de Neufchâtel-en-Bray pourrait perdre des postes d'enseignants et une classe de Seconde. ©Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 11 févr. 2026 à 7h02

La situation est critique concernant l'avenir du **lycée Georges Brassens** de [Neufchâtel-en-Bray](#) (Seine-Maritime).

En effet, suite au vote du budget, « nous venons de recevoir les dotations dans les établissements scolaires et il s'avère que le bilan pour le lycée Brassens, en particulier pour sa partie **enseignement général et technologique**, est catastrophique » s'indigne la **section SNES** (Syndicat National des Enseignements de



Secondaire) du lycée public neuchâtelois.

## Des classes de Seconde à au moins 34 élèves

L'établissement est menacé par des **suppressions de postes** dans plusieurs disciplines ainsi que la **suppression d'une classe de Seconde**.

« Et tout cela alors que les prévisions d'effectifs sont les mêmes que l'an passé. Ce qui fait une projection avec des classes de Secondes à au moins 34 élèves ! Par ailleurs, nous savons que chaque année, nous accueillons plus d'élèves que prévus, y compris en cours d'année » rappelle Thibaud de Fortescu, enseignant et membre du syndicat.

## Regrouper des élèves de différents niveaux

Le SNES estime donc que les prévisions du **rectorat** sont sous-estimées. « L'an passé, on nous prévoyait 168 et nous avons fini à plus de 180 élèves en septembre. Notre établissement rural a besoin de moyens, parce qu'il accueille des publics divers, parfois en difficulté scolaire et sociale. **L'équipe enseignante** est révoltée par cette situation. **La direction** envisage même de regrouper des élèves de différents niveaux dans certains enseignements pour faire des économies ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

**Le syndicat** a transmis une demande d'audience au rectorat et envisage diverses actions pour se faire entendre. « Des décisions seront prises à l'issue du conseil d'administration du lycée qui a lieu ce soir (mardi 10 février 2026) et où nous allons partager notre inquiétude ».

## Déjà des inquiétudes en juillet 2025

Pour rappel, la fin d'année scolaire dernière, en juillet 2025, n'a pas été de tout repos au lycée Georges Brassens de **Neuchâtel-en-Bray** dans sa partie **enseignement** général et technologique. Pourtant avec 97 % de réussite au bac, le lycée de Neuchâtel-en-Bray semblait terminer son année en beauté. Mais en coulisses, les choses ne se présentaient pas bien pour la rentrée à venir.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Des **suppressions** de moyens avaient déjà été décidées par le Rectorat. Celles-ci auraient entraîné la suppression d'une classe de

Seconde. « Les classes de Seconde passant ainsi à 36 élèves à la rentrée, la suppression d'une classe de **1re STMG** non compensée par des moyens suffisants (supprimant ainsi des heures de groupes), la suppression de moyens complémentaires permettant de mieux encadrer les élèves et de reconnaître l'implication des enseignants dans leurs missions d'enseignement » énumérait début juillet 2025 Thibaud de Fortescu, enseignant en Histoire-Géographie au lycée Brassens et membre du SNES.

## **Les mêmes effectifs que l'an passé**

Finalement, les enseignants avaient pu partir en vacances sereinement. La 6e classe de Seconde avait été maintenue. Qu'en sera-t-il pour la rentrée de septembre 2026 ? C'est la taimetoute la question d'autant l'argument avancé autour de la démographie « n'a pas vraiment d'effets à ce jour. Nous avons les mêmes chiffres que l'année dernière. On nous annonce des fusions de groupes, la fin des dédoublements en classe... On est en train de sacrifier des générations d'élèves. Pour ne prendre qu'un exemple, comment peut-on faire de l'anglais avec 35 élèves dans la classe » déplore le SNES.

Affaire à suivre...

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## "Il n'avait pas conscience de commettre une infraction", le pari risqué de la défense de Nicolas Bay au procès en appel du RN

*Écrit par Medhi Weber*

5-6 minutes

---

Après bientôt un mois d'audience devant la cour d'appel de Paris, le procès des cadres de l'ex Front national pour détournement de fonds publics au parlement européen se termine ce jeudi 12 février 2026. Ces dernières journées sont consacrées aux plaidoiries de la défense. Et sans sourciller, l'avocat du Normand Nicolas Bay demande tout simplement... sa relaxe.

### [Élections municipales 2026](#)

Entamé le 13 janvier 2026, le procès en appel concernant les assistants parlementaires du Front national aura vu défiler 11 prévenus devant la cour. Tous sont d'anciens cadres ou personnels du parti (renommé depuis Rassemblement national) de Marine Le Pen.

Elle-même visée par des accusations de détournement de fonds publics, elle risque avec cette affaire d'être privée de participation à l'élection présidentielle 2027 si la peine d'inéligibilité requise à son encontre est confirmée par les juges.

Alors que cette procédure en appel se termine ce jeudi 12 février, et selon la coutume judiciaire, c'est à la défense que revient le droit de parler dernier. Notamment pour nos 3 Normands impliqués dans cette affaire : Nicolas Bay, Timothée Houssin et Fernand Le Rachinel.

Et ce lundi 9 février, c'était au tour de l'avocat de Nicolas Bay, Maître Bernard Perret, de plaider devant les magistrats.

Sa mission était ardue : tenter de convaincre la cour que son client ne s'est pas rendu coupable, aux yeux de la loi, de détournement de fonds publics entre 2014 et 2015.

durée de la vidéo : 00h01mn30s





Maître Bernard Perret a plaidé ce lundi 9 février devant la cour d'appel de Paris • ©Frédéric Nicolas, Dounia Sirri-Ourad

Pour rappel, à cette période Nicolas Bay était député européen du Front national. Avec l'enveloppe du parlement, il avait embauché à ses côtés Timothée Houssin (aujourd'hui député RN de l'Eure).

Mais selon le ministère public, ce dernier aurait en réalité essentiellement travaillé en France, pour le parti du Front national, avec des missions n'ayant aucun lien avec le parlement européen.

C'est d'ailleurs sur cette caractérisation des faits que le parquet a requis la semaine dernière 18 mois de prison avec sursis, 8000 euros d'amende et 3 d'inéligibilité à l'encontre de Nicolas Bay.

Mais pour Me Perret, les conditions juridiques du délit de détournement de fonds publics ne sont pas remplies.

En 2014, il ne pouvait pas avoir conscience de commettre une infraction. Il a eu une activité parlementaire somme toute assez normale à l'époque des faits.

*Maître Bernard Perret, avocat de Nicolas Bay*

Des aveux à demi-mot que les faits évoqués sont effectivement répréhensibles dans l'absolu mais qu'ils sont à replacer dans le contexte du Parlement européen de l'époque, soi-disant moins regardant sur la pratique.

À ce stade, il faut tout de même préciser que, déjà à l'époque, les services administratifs du Parlement européen avaient rappelé à l'ordre l'eurodéputé en lui demandant de préciser les missions de son assistant parlementaire pour justifier l'enveloppe dédiée à son salaire.

C'est en tout cas ce que démontrent les échanges de courriers et de mails avancés par le parquet lors de l'audition de Nicolas Bay le 19 janvier dernier.

Lors de cette même audition, Nicolas Bay lui-même avait d'ailleurs

déclaré : *"forcément avec nos yeux de 2026, cela apparaît clairement comme du détournement de fonds publics"*. Une formule malheureuse qui sonnait là encore comme une forme de mea-culpa.

La manœuvre est pourtant typique de la défense adoptée par la majorité des prévenus dans ce procès en appel : reconnaître une partie des faits, sans pour autant en admettre la culpabilité qui va avec. Sacré exercice d'équilibriste.

On a reconnu effectivement que les choses auraient dû être faites différemment, mais on n'a pas reconnu notre responsabilité pénale. On considère qu'une relaxe est justifiée dans ce dossier.

*Maître Bernard Perret, avocat de Nicolas Bay*

Dans cette affaire résolument politique, notamment du fait de l'enjeu électoral pour Marine Le Pen, le juriste se veut optimiste sur l'avenir de son client si l'on s'en tient aux faits et aux textes de loi.

*"Je suis là pour faire du droit, je ne suis pas là pour faire de la politique. Et la règle de droit, me semble-t-il, me donne raison. Donc je suis confiant."*

Alors assurance légitime ou suffisance mal placée ? Seuls les juges pourront trancher. Leur décision est attendue cet été. Pour rappel, dans le cadre de cette affaire, le préjudice d'argent public détourné est estimé à 4,5 millions d'euros.

## Incendie des Verre et acier à Rouen : la condamnation des trois adolescents est connue

Jérémy Chatet

4-5 minutes

---

INFO PN. Les trois adolescents jugés pour dégradation dans le cadre de l'incendie des immeubles Verre et acier ont été condamnés par le tribunal pour enfants de Rouen, le 10 février 2026.



Publié: 10 Février 2026 à 20h26 Temps de lecture: 2 min

Lors d'une audience tenue le 10 février 2026 devant le tribunal pour enfants de Rouen, les trois adolescents jugés pour dégradation dans le cadre de l'incendie des immeubles [Verre et acier](#) ont tous les trois été condamnés à une mesure éducative judiciaire avec un module de soins et d'insertion. Le ministère public avait requis des peines de trois mois de prison avec sursis simple pour l'un des mineurs et de trois mois de prison accompagnés d'un sursis probatoire pour les deux autres.

### Dégradations

[Jugés](#) dans un premier temps, [le 19 décembre 2024](#), coupables de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par moyen dangereux, à savoir, d'avoir déclenché un incendie dans un immeuble Verre et acier du quartier Saint-Julien à Rouen, les trois adolescents défendus par Mes Le Lay, Noël et Delfont avaient bénéficié d'une relaxe partielle. [Le 16 décembre 2025](#), la chambre spéciale des mineurs de la cour d'Appel avait jugé que les adolescents étaient responsables des dégradations au rez-de-chaussée du hall de l'immeuble, mais que le feu allumé par ces derniers n'était pas la cause de la destruction des deux immeubles Verre et acier, qui s'étaient embrasés totalement. (Rouen Habitat, la Ville de Rouen et Orange se sont pourvus en cassation NDLR)

## Cocktail molotov

Pour rappel, le 30 septembre 2023, un impressionnant incendie avait ravagé deux immeubles désaffectés Verre et acier Pépinières, situés à l'angle des rues de Gessard et Duval, dans le quartier Saint-Julien à Rouen.

Le 18 octobre 2023, trois mineurs de quatorze ans avaient été interpellés et mis en garde à vue. Ils avaient été placés sous contrôle judiciaire deux jours après. Les trois adolescents avaient reconnu avoir allumé un feu dans le hall de l'un des immeubles, à l'aide d'un cocktail molotov.

Lire aussi



[Tentative de meurtre sur sa compagne à Louviers : condamné à 30 ans, il fait appel](#)



[Autour de Rouen, ces petits villages qui attirent de plus en plus](#)



## « Je serai là pour défendre ma fille. » Deux médecins poursuivis pour homicide involontaire au Havre

Suzelle Gaube

6-7 minutes

---

Huit ans après la mort, à 21 ans, de Marceline Catelain suite à une opération chirurgicale, deux médecins sont poursuivis devant le tribunal correctionnel du Havre pour homicide involontaire. Un chirurgien et un anesthésiste seront jugés le 30 avril 2026.



Publié: 10 Février 2026 à 20h31 Temps de lecture: 4 min

La même douleur. Le même regard vide. Le même visage figé. Huit ans après la mort à 21 ans de sa fille Marceline, Pascal Catelain est inconsolable : « *Il m'arrive de pleurer encore* », confie-t-il à Paris Normandie. Malgré cette douleur qui reste « *quasiment identique* », il y a tout de même « *un soulagement* ». Celui de savoir que [les deux médecins](#) qui étaient censés s'occuper du [suivi postopératoire de sa fille](#) sont convoqués devant le tribunal correctionnel du Havre, le 30 avril 2026. Il insiste : « *J'avais peur qu'ils ne soient pas jugés pour ce qu'ils ont fait.* »

« J'ai eu du mal à y croire, depuis le temps qu'on attendait. »

Une nouvelle qu'il a apprise, courant janvier 2026, après qu'un huissier de justice a toqué à sa porte pour lui remettre une convocation au procès, en tant que partie civile. « *J'ai eu du mal à y croire, depuis le temps qu'on attendait. (...) Je suis stressé, je n'arrête pas d'y penser. De me demander comment va se passer le procès...* », raconte Pascal Catelain. Avec toujours cette « *crainte* » que tous les « *détails* » sur l'évolution de l'état de santé de Marceline soient rapportés à l'audience. Et ainsi de replonger dans ces moments extrêmement douloureux.

**« Que vont devenir les organes de ma fille ? »**

*« Le fait qu'il y ait une date de fixée, j'y pense tous les jours. C'est pour ça que je dois faire quelque chose pour éviter d'y penser », poursuit-il. Au-delà du procès en lui-même, une question angoisse Pascal Catelain : « À l'issue du procès, que vont devenir les organes de ma fille qui ont été prélevés dans le cadre de l'enquête ? Vont-ils être détruits ? J'aimerais bien qu'ils les lui redonnent. (...) Ma fille est à un endroit, ses organes sont à un autre, j'ai du mal à me faire à l'idée. C'est dur. »*

*« Ils ont bousillé une vie, mais aussi toute une famille. »*

Cette situation est aussi très dure à vivre pour les trois autres enfants de Pascal Catelain : les trois frères de Marceline. *« Le petit dernier »,* aujourd'hui âgé de 24 ans, a perdu sa mère deux ans après la mort de sa sœur qui *« s'occupait beaucoup de lui »*, raconte leur père. *« Il ne veut pas croire que sa sœur est partie »,* explique son père.

Pour l'aîné, Marius Catelain : *« On sait qu'on arrive à la fin avec la tenue d'un procès. C'est bizarre de se dire qu'une page va se tourner une bonne fois pour toutes. Le fait d'en parler toujours aujourd'hui, c'est comme si elle était toujours là. »* Mais après ? Et il y a *« toujours la question de ce qui va se dire, qui sera là. (...) J'espère qu'on ne sera pas déçu par la décision... Ils ont bousillé une vie, mais aussi toute une famille. »*

*(« Je serai à l'audience pour défendre Marceline. »*

**Pascal Catelain**, Père de Marceline Catelain

Le père et les frères de Marceline comptent tous être présents à l'audience. *« Je serai là pour défendre ma fille. Quand ça a commencé, j'ai dit que j'irai jusqu'au bout »,* assure Pascal Catelain. *« Stressé de s'exprimer publiquement surtout sur ce sujet-là »,* il sera pour lui *« très difficile de parler »* à la barre, si l'occasion lui est donnée. *« Mais je serai capable de dire la dernière phrase que ma fille m'a dite, pour faire entendre sa voix. »*

Il a en effet toujours cette image et cette sensation du moment où, à la clinique, la veille de sa mort : *« Ma fille m'a mis la main sur la joue et m'a dit : « Papa, j'ai très mal ». Elle devait sentir quelque chose... »* Même s'il ne sait pas encore si les médecins poursuivis seront à la barre, Pascal Catelain espère : *« Je veux qu'ils soient devant moi et voir s'ils vont avoir la franchise d'assumer qu'ils ont fait une erreur. »*

Lire aussi

[Le Havre. Un seul en scène musical avec Nicolas Chaigneau à voir au Volcan](#)

[Les clubs Rotary du Havre viennent au secours d'un hôpital en](#)

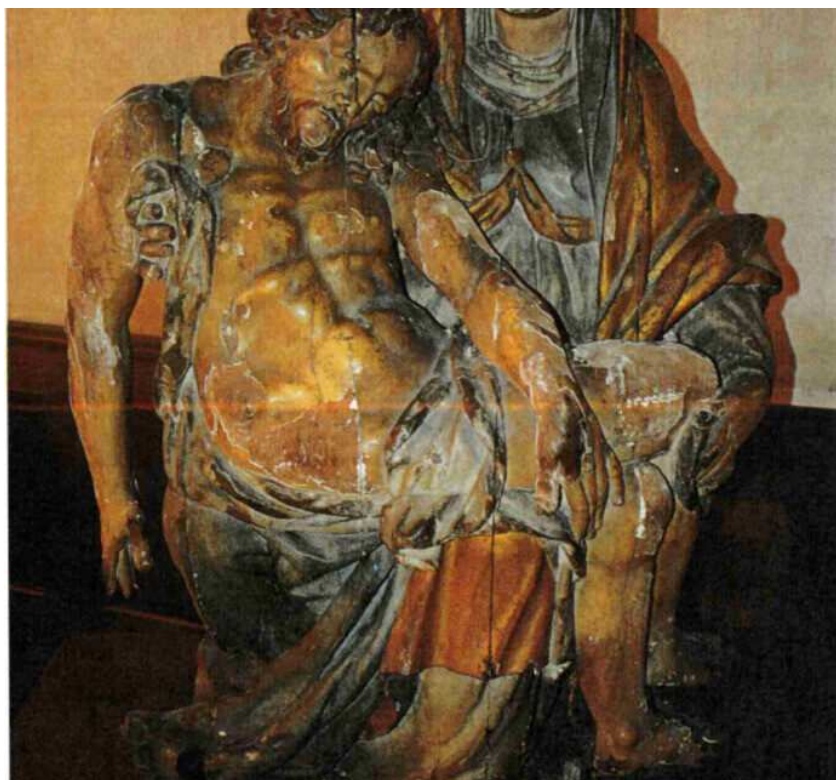
## Près de Rouen, le public appelé à voter pour sauver une Pietà, œuvre d'art en péril

~4 minutes

À Orival, une Pietà du XVe siècle est en finale d'un concours de sauvegarde du patrimoine. Les élus pourront financer sa rénovation si l'œuvre remporte les faveurs du public.

Sur le même thème

[Patrimoine](#)



Dans l'église d'Orival (Seine-Maritime), une Pietà datant du XVe siècle a besoin du vote du public pour être restaurée. ©Ville d'Orival

Par [Emilien Jacques](#) Publié le 10 févr. 2026 à 22h10

Les petites communes renferment parfois les plus grands **trésors**. Dans le village d'[Orival \(Seine-Maritime\)](#), l'église Saint-Georges abrite une **Pietà**, statuette de la vierge tenant dans ses bras le Christ mort, que la commune a fait estimer à **40 000 euros** il y a

quelques années. Mais ce bijou du patrimoine datant du **XVe siècle** résiste mal à l'épreuve du temps, si bien que sa conservation est aujourd'hui **menacée**.

La municipalité a donc décidé de l'inscrire au **concours** du Plus grand musée de France, dans l'espoir de remporter l'enveloppe qui permettra sa restauration. Un pari en passe d'être gagnant, puisque sa Pietà s'est hissée **en finale** et n'attend plus désormais que le **soutien du public**.

## **8 000 euros à la clé**

Organisé par la fondation La sauvegarde de l'art français, le concours du Plus grand musée de France permet de récompenser 16 œuvres en difficulté chaque année, une par région, en accordant à chacune **8 000 euros pour leur réhabilitation**.

Une aide qui serait la bienvenue pour la Pietà d'Orival, sur laquelle plusieurs fissures ont fait leur apparition, en plus de l'affaissement et de la **fragilisation** de sa structure.

En somme, celle que l'on nomme également Vierge de Pitié est clairement **en péril**. « Financièrement, on ne pourrait pas se permettre de la restaurer », souligne toutefois Loïc Devaux, maire adjoint d'Orival, sans perdre l'espoir de sauvegarder cette œuvre.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« J'estime que les communes ont le devoir de **maintenir leur patrimoine**, justifie-t-il. C'est pour ça qu'on a pris la décision de participer à ce concours. »

## **Au public de choisir**

Il y a quelques jours, la Sauvegarde de l'art français a dévoilé les **trois œuvres finalistes** en Normandie, et les élus orivalais étaient tout heureux d'apprendre que leur protégée en faisait partie.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Aux côtés de la petite statue de 80cm, figurent [un très rare avion militaire Flamant](#), conçu par Marcel Dassault en 1953, aujourd'hui sur le terrain d'aviation d'Alençon (Orne), et [un calvaire de 10 mètres taillé dans le granit](#), érigé dans la commune de Raids (Manche) en 1860.

Le sort de la Pietà d'Orival est désormais [entre les mains du public, qui a jusqu'au dimanche 22 février 2026, minuit, pour désigner un](#)

[vainqueur](#) parmi les trois nommés.

« Ce serait une **grande satisfaction** pour la commune d'obtenir ces 8 000 euros », commente Loïc Devaux. Et de lancer comme un appel du pied : « Ce serait vraiment dommage de laisser se détériorer une œuvre comme celle-là... »

Pour voter, rendez-vous sur [www.sauvegardeartfrancais.fr](http://www.sauvegardeartfrancais.fr)

*Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).*

## L'incivilité et le sentiment d'ingratitude font de plus en plus hésiter les maires à se représenter

Victoria Beurnez

4-5 minutes

---

Comment anticiper et se préparer aux 100 premiers jours du mandat de maire ? La grande consultation, lancée par la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation, a [rendu ses résultats](#) en ce début février. Un millier d'élus locaux, maires, adjoint, et conseillers y ont répondu, dont une majorité (44 %) n'avait alors brigué qu'un mandat. L'objectif : bien se préparer aux 100 premiers jours du mandat, souvent considérés comme une période clé pour la réussite des projets entrepris, alors que les élections municipales et communautaires se tiendront les 15 et 22 mars prochains.

Lire aussi : [Pour les maires d'aujourd'hui, la proximité avant tout](#)

Les résultats font état d'une relative homogénéité selon le nombre de mandats brigués par les élus consultés. *“Quand un élu qui vient d'achever son premier mandat pense la même chose qu'un élu qui vient de terminer son troisième, voire quatrième mandat, c'est intéressant, ça relève qu'un certain nombre de problèmes et d'écueils peuvent être rencontrés dès le début de la vie d'élus locaux”*, détaille Stéphane Zumsteeg, directeur du département politique et opinion de l'Institut Ipsos, qui a présenté les résultats de la consultation devant le Sénat.

### Près d'un maire sur deux à *a minima* hésité

Premier constat chiffré : près d'un maire sur deux déclare avoir hésité ou renoncé à se représenter, soit 46 % d'entre eux.

Un chiffre similaire pour les adjoints. Un taux qui est le plus fort au sein des plus petites communes (moins de 1000 habitants), et des plus grandes, à plus de 20 000 habitants. *“Cela fait très longtemps qu'on pose cette question d'intention aux maires : cette proportion est toujours restée stable dans le temps, mais ce qui a vraiment bougé, ce sont les raisons pour lesquelles ils ne le font pas”*,

contextualise Stéphane Zumsteeg.

Lire aussi : [Municipales : des maires “épuisés” et “parfois désabusés” mais prêts à repartir au combat](#)

Si la fatigue, l'âge, l'insécurité ou le manque de statut étaient souvent cités il y a quelques années, ce qu'il ressort aujourd'hui est *“l'incivilité générale, et un sentiment d'ingratitude de la part de leurs administrés”*, précise le directeur. *“Ce qui marque désormais le plus les élus locaux en début de mandat, c'est qu'en dépit des efforts, vous êtes confrontés à l'expression de l'insuffisance de ce que vous faites, et donc à un sentiment d'ingratitude”*, précise-t-il. Des arguments qui n'étaient pas visibles auparavant. La raison principale de leur refus ou réticence à se présenter de nouveau, elle, ne change pas : 50 % des élus consultés mettent ainsi en avant les *“difficultés à concilier mandat de maire et vie privée”*.

### **L'amélioration de la vie locale comme motivation**

Parmi les motivations principales ayant poussé les élus à se représenter se trouve, en tête, le fait *“d'améliorer le cadre de vie et le quotidien des habitants”*, pour 73 % des répondants.

Autres raisons de s'engager : *“Réaliser des projets structurants pour la ville”* (55 %) et *“assurer une bonne gestion administrative et financière”* (53 %), ce dernier facteur étant particulièrement évoqué dans les plus petites communes.

Lire aussi : [Violette Spillebout : “La violence sur les réseaux sociaux est un repoussoir pour l'engagement des maires”](#)

*“Les élus nous redisent, à travers cette consultation, qu'il est essentiel d'améliorer les conditions d'exercice du mandat local et de faciliter la conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée, deux premiers motifs d'hésitation ou de renonciation à se représenter”*, constate le sénateur du Cher, Rémy Pointereau, premier vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales. Des préoccupations auxquelles la [promulgation de la loi](#) sur le statut de l' élu local apporte quelques éléments de réponse, avec, notamment, des mesures permettant de faciliter l'articulation du mandat et de la vie professionnelle. La protection fonctionnelle est également désormais accordée à tous les élus, ainsi qu'à leurs familles, et les conflits d'intérêts public-public sont désormais supprimés, une décision que la plupart des élus locaux appelaient de leurs vœux.



## **Stéphanie Schaer : “Pour affirmer le rôle de la Dinum en tant que CTO de l’État, nous misons sur l’édiction de normes et l’audit »**

*Par Victoria Beurnez*

16–20 minutes

---

### **Depuis trois ans, vous portez la feuille de route stratégique du numérique de l’État. À date, quel bilan tirez-vous de son déploiement ?**

Nous avons passé des étapes importantes et sommes maintenant dans une phase de consolidation. À commencer par les produits numériques : il y a trois ans, on a voulu assumer le fait que la Dinum est opératrice de produits numériques à large échelle, sur des produits communs à l’ensemble des ministères. Ce qui nous a poussé, par exemple, à consolider France Connect, qui fête ses dix ans cette année, via France Connect +, devenu un outil indispensable pour lutter contre la fraude, avec plusieurs millions de connexions par an. Nous avons aussi pérennisé on peut aussi évoquer le site Démarches simplifiées, devenu depuis Démarches.gouv, un outil qui permet de créer et gérer une démarche de bout-en-bout.

### **La Dinum s’engage aussi fortement au niveau des outils du quotidien des agents publics, avec La Suite notamment...**

Effectivement, et ce travail se fait avec la conscience qu’il faut, plus que jamais, protéger nos échanges, mais aussi pouvoir bénéficier des meilleures technologies de collaboration ou d’intelligence artificielle. C’est le succès de l’équipe, montée il y a trois ans autour de La Suite : apporter des outils du quotidien où on combine souveraineté, excellence et collaboration. C’est une fierté pour l’équipe de proposer des outils qui permettent de travailler plus efficacement, mais qui soient aussi plus agréables : tout le travail ainsi fourni au niveau de l’ergonomie est indispensable, parce qu’on sait que si nos outils ne sont pas aux meilleurs standards, ils ne seront pas utilisés par les agents.

### **La volonté politique qui accompagne désormais ces outils**

### **a-t-elle permis de leur donner un véritable élan ?**

Bien sûr. On peut l'illustrer avec quelques chiffres : la messagerie Tchap, il y a trois ans, tournait autour de 150 000 utilisateurs récurrents. Aujourd'hui, à fin janvier 2026, on est à près de 400 000, et plus de 750 000 comptes, un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Ce qui signifie qu'au sein de l'État, trouver ses interlocuteurs devient de plus en plus facile. D'autant plus avec la [circulaire du Premier ministre](#), diffusée l'été dernier, qui en fait la messagerie instantanée de référence au sein de l'État. De très nombreux cabinets et même des ministres l'utilisent désormais au quotidien, ce qui traduit un réel changement d'échelle.

Tchap aujourd'hui, propose un service très proche de celui offert par des produits du commerce que je ne citerai pas. Mais avec la sécurité en plus : on a le chiffrement, une maîtrise complète par la Dinum, et un hébergement en SecNumCloud, aux standards de la loi Sren pour les données d'une sensibilité particulière.

Le schéma de Tcham montre qu'il est possible de combiner souveraineté, maîtrise, ergonomie et passage à l'échelle.

### **Le schéma de déploiement de Tcham a-t-il ouvert la voie pour les autres produits de La Suite ?**

Le schéma de Tcham – j'en parle souvent avec mes homologues européens – montre qu'il est possible, en s'appuyant sur des communs numériques, libres, de combiner souveraineté, maîtrise, ergonomie et passage à l'échelle. C'est ce qu'on a cherché à reproduire avec les derniers outils de La Suite. Visio suit la même trajectoire que Tcham en accéléré : en quatre mois, le nombre de ses utilisateurs a triplé. [La circulaire](#) relative à la commande publique, signée par le Premier ministre vient renforcer l'impératif de souveraineté. Il en va ainsi de la protection des données, mais aussi de l'assurance d'un outil qui fonctionne partout en tout temps. Or, la visioconférence est très liée à la gestion de crise, on l'a vu pendant la période Covid. C'est essentiel d'avoir des sur certaines briques des outils maîtrisés, parce qu'ils sont au cœur de la continuité de l'État. Visio en fait partie, et il nous faut articuler cela entre tous les ministères. Nous sommes donc en très forte ascension sur cet outil, une trajectoire que nous comptons poursuivre cette année.

Lire aussi : [Les agents désormais sommés de se tourner vers la messagerie d'État Tcham](#)

### **Comment votre organisation a-t-elle fait pour embrasser ces évolutions ?**

Nous disposons, aujourd'hui, d'outils solides, mais le chemin se

poursuit. Nous continuons de défendre une méthode reposant sur l'agilité et le mode produit, c'est-à-dire fondée sur l'amélioration continue, l'écoute des utilisateurs et le pilotage par l'impact. Ma satisfaction, aujourd'hui, porte sur le fait que cette méthode infuse de plus en plus au sein des ministères. De nombreuses directions du numérique ont mis l'agilité et le mode produit au cœur de leur projet de transformation : le ministère du Travail, le ministère de la Transition écologique ou encore le Commissariat au numérique de défense. Pour cette raison, nous avons fait évoluer notre organisation au sein de la Dinum. Nous avons en effet réuni, au sein d'un même département nommé "Accompagnement de services numériques", les équipes qui viennent accompagner les grands projets, et celles qui étaient sur l'animation du programme Beta.gouv, qui vient de fêter ses 10 ans et arrive donc à une certaine maturité. Elles sont désormais réunies sous un seul et même manager.

Nous constatons aujourd'hui une mobilisation progressive et continue de ces méthodes, aussi bien dans le cadre de projets émergents, développés par étape, que dans celui d'initiatives plus ambitieuses visant à maîtriser les approches propres au mode produit. Cette dynamique favorise la constitution d'équipes pluridisciplinaires, où experts des procédures et des politiques publiques collaborent étroitement avec des informaticiens. L'objectif sous-jacent est double : d'une part, adapter notre organigramme à un environnement numérique en constante évolution, où les enjeux se transforment au même rythme que les technologies, et d'autre part, répondre avec pertinence aux attentes des agents publics, des citoyens et des autorités politiques, dans un domaine – le numérique – qui concerne désormais l'ensemble de la société.

Lorsqu'ils ont besoin d'accéder à une IA, les ministères doivent pouvoir se reposer sur nous.

### **L'essor de l'intelligence artificielle générative (IAG), il y a trois ans, a-t-elle aussi influencé ces évolutions ?**

Il a fallu s'adapter à cette évolution des technologies et nous avons su le faire. Ce qui nous a forcément amené à peaufiner notre offre de service, en mettant explicitement, dans l'organigramme publié en janvier, notre département "Intelligence artificielle dans l'État" l'IAE. Une technologie qui est désormais présente dans tous les ministères : il nous faut donc agir avec beaucoup d'agilité. Le rôle de la Dinum est de fournir aux ministères le socle interministériel de l'IA générative (IAG), dans le même esprit que ce que l'on fait en tant qu'opérateur de produits interministériel. On le fait donc à grande échelle, de façon très sécurisée, et avec les meilleurs acteurs : avec Mistral AI en premier lieu, avec Outscale aussi, pour

le *cloud* sécurisé. Toutes ces mesures nous permettent de disposer d'une bulle de confiance et d'assumer cette complexité pour l'ensemble des acteurs du numérique dans les autres ministères. Lorsqu'ils ont besoin d'accéder à une IA, ils doivent pouvoir se reposer sur nous.

**En matière de cybersécurité, c'est l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information qui montre l'exemple. Avez-vous tout de même votre rôle à jouer sur la question ?**

Le renforcement de la cybersécurité va de pair avec l'augmentation de la menace, comme le souligne chaque année l'Anssi. Dans ce contexte, la Dinum a progressivement créé une cellule cyber d'une dizaine de personnes. Son rôle : appuyer l'ensemble des équipes. On cherche, là aussi, à être à l'état de l'art pour protéger nos produits et pouvoir faire face en cas d'attaque, dans un contexte de nécessité toujours plus forte. La cellule accompagne aussi les ministères afin d'augmenter la sécurité de leur démarche. C'est le cas pour France Connect, mais aussi avec la brique ProConnect, qui sont des briques d'authentification mutualisées. C'est d'autant plus indispensable avec les difficultés qu'on recense aujourd'hui, par exemple, au niveau des usurpations d'identité.

Lire aussi : [Les ministères appelés à renforcer la cybersécurité de leurs infrastructures](#)

**La Dinum a réaffirmé, récemment, son rôle en tant que “CTO” ou “directrice technique” de l'État. Comment cela se traduit-il ?**

Dans le cadre de notre évolution interne, nous avons en effet fusionné le département chargé des missions les plus régaliennes de la Dinum, à savoir celui de l'édiction de normes, de l'audit, mais aussi de nos ressources internes, comme la mission juridique, dans un département nommé “Expertise technique et ressources”, dirigé par mon adjoint, Jérémie Vallet. C'est par ce biais-là que l'on souhaite affirmer le rôle de la Dinum en tant que CTO de l'État. Son rôle est d'édicter la norme et de la faire respecter en exerçant des missions d'audit. Ce rôle est crucial, il garantit la prise en compte des enjeux de souveraineté, d'interopérabilité, ou encore de bonnes pratiques en matière de pilotage des projets, rappelés précédemment, dans un contexte où ces enjeux font l'objet d'une attention politique renforcée. Bien entendu, le département travaille de concert avec les autres départements de la Dinum, parce que la norme se construit aussi souvent par la pratique.

Un cas pratique de ce rôle de CTO est celui de la doctrine “Cloud au centre”. Sur des sujets comme le *cloud*, cela se fait en partenariat avec l'Anssi et la DGE. Nous avons notamment travaillé

de concert sur la doctrine “Cloud au centre”, par exemple, où cette approche a démontré toute son efficacité, et a permis de consolider la filière française. Et nous voulons reproduire ces schémas. Nous allons aussi mieux contrôler les achats, avec un regard particulier sur les achats quand il s’agit de logiciels en SaaS – ou Software as a Service –, ce que nous sommes en train de traduire dans nos textes réglementaires.

Lire aussi : [Les opérateurs de l’État, angle mort de la doctrine “cloud au centre”](#)

### **Quel est, justement, le rôle de la Dinum concernant la dépense numérique de l’État ?**

Nous disposons désormais d’un pôle “pilotage de la dépense numérique de l’État”, qui a vocation à bien connaître à qui on achète, à faciliter les actes d’achat pour pouvoir concevoir, conjointement avec la direction des achats de l’État, les vecteurs adaptés. Parce que si la Dinum n’achète pas en direct, elle peut cependant concevoir des vecteurs d’achats de marchés publics interministériels qui facilitent l’acte d’achat pour les ministères.

Nous allons donc formaliser, prochainement, des marchés publics qui vont leur permettre d’acheter plus facilement des produits. C’est ce qu’on déjà fait par exemple le réseau interministériel de l’État (RIE), dans le cadre des start-ups d’État, sur de la prestation intellectuelle, par exemple. C’est assez habituel à la Dinum, mais, désormais, on veut le faire aussi sur les outils numériques.

Il ne faut pas seulement compter sur l’outil d’achat : l’envie d’acheter et le fait de bien connaître l’offre doivent aussi être développés.

Pour illustrer cette dynamique, nous aurons, le 27 mars prochain, à Bercy, à une journée organisée avec la Direction générale des entreprises, le syndicat des entreprises du numérique, Numeum et le Comité stratégique de filière Logiciels et solutions numériques de confiance, afin de mieux faire connaître l’offre française auprès de ceux qui achètent, c’est-à-dire au niveau ministériel.

Cette dynamique s’inscrit dans l’idée de ce que l’on avait réalisé avec l’appel à manifestation d’intérêt sur l’intelligence artificielle, l’année dernière. Il ne faut pas seulement compter sur l’outil d’achat : l’envie d’acheter et le fait de bien connaître l’offre doivent aussi être développés.

**La Dinum a activement participé à la nouvelle circulaire sur la doctrine des achats numériques de l’État, et notamment à ces trois “cercles” qui définissent les niveaux de sécurité. Que pouvez-vous en dire ?**

La circulaire permet désormais de bien situer La Suite dans l'écosystème. Le premier cercle de la Suite représente tout ce qui est maîtrisé par la Dinum, dans une logique de continuité d'action de l'État. Il s'agit là de Tchapp, Visio, et France Transfert. Dans le deuxième cercle, on a des outils qui sont proposés par la Dinum, mais ces derniers peuvent différer selon les ministères, parce que des protocoles d'interopérabilité existent. Des outils sont proposés par la Dinum, mais la porte au privé n'est pas fermée et nous souhaitons susciter des propositions de la part des entreprises de ce secteur.

Lire aussi : [Avec sa doctrine sur les achats publics numériques, l'État clarifie ce que concevra – ou non – la Dinum](#)

### **Et le troisième cercle ?**

Le troisième cercle, lui, représente les innovations : il y a la bureautique d'aujourd'hui, mais aussi celle de demain ! À ce niveau, on assiste à une offre émergente intéressante, qui permet d'aller vers plus d'efficacité. Certains agents, au sein de l'État, ont de l'appétence pour ces outils un peu différents de ceux dont on avait l'habitude depuis quelques années. Mais, là aussi, il nous faut pouvoir les mettre aux standards de sécurité. Nous sommes donc en attente de propositions de valeur qui répondent aux standards SecNumCloud. D'autant que la bureautique est en train de migrer vers le *cloud*, facilitant la collaboration, et cela pose des questions d'hébergement. Telle est toute la problématique du troisième cercle. La Dinum a poussé certains outils innovants dans ce cadre, comme Docs, Grist... Mais cela peut aussi être des tableaux blancs numériques, de parapheurs électroniques... Il va de soi que dans chaque cercle, on cherche à identifier et choisir le meilleur, au niveau de l'*open source* par exemple.

### **En parlant d'*open source*, la Dinum s'est lancée, l'année dernière, dans une expérimentation sur le système d'exploitation Linux : est-ce toujours d'actualité ?**

Nous avons effectivement souhaité lancer un projet pilote de Linux, seulement à l'échelle de la Dinum à ce stade. Le projet, c'est que, d'ici l'été, l'ensemble des agents de la Dinum dispose d'un poste bureautique équipé de Linux, avec une distribution qui nous paraît adaptée pour les agents publics. Bien sûr, on s'inspire de ceux qui le font déjà au sein de l'État – la gendarmerie par exemple –, mais aussi d'autres pays qui ont des projets pilotes similaires, comme le Danemark. Comme nos projets ont le même niveau de maturité, c'est intéressant d'échanger sur ces sujets, car les projets en la matière ne sont pas très nombreux. L'expérimentation se déroule à taille puisque tous types d'agents à la Dinum vont être confrontés à

ce nouvel ordinateur, qu'on va faire le plus souverain possible, grâce à Linux et aux outils de la Suite, afin de s'éloigner le plus possible de toute dépendance à des logiciels extra-européens.

Pour la Dinum, c'est aussi important, en matière d'exemplarité, de montrer qu'utiliser Linux est possible.

### **Qu'attendez-vous d'une telle expérimentation ?**

Cela va nous permettre d'avoir un retour d'expérience en matière d'économie, de pratique. La Dinum est un vivier de métiers très diversifiés : bien sûr, nous avons des développeurs, bien qu'assez peu, ainsi que des ingénieurs informatiques qui sont très à l'aise sur ordinateur. Mais nous avons aussi du personnel RH, ou des agents l'animation de communauté interministérielle, qui ne sont pas des spécialistes du code ni des "geeks". Je pense donc que, dans notre environnement déjà, la réponse à cette expérimentation sera vraiment intéressante. Et pour la Dinum, c'est aussi important en matière d'exemplarité, de montrer que c'est possible. Les autres ministères sont informés de cette démarche et manifestent un certain intérêt, même si pour le moment le déploiement n'est pas à l'ordre du jour. L'objectif est de bien comprendre, de bien maîtriser pour pouvoir, plus tard, anticiper : c'est aussi le rôle de la Dinum d'être prête le moment venu, si on avait à faire différemment.

### **Quels sont les prochains paliers principaux de la Dinum pour cette année 2026 ?**

Le début de l'année 2026 a déjà été bien rempli ! Dans un premier temps, nous allons continuer le suivi sur le déploiement de Visio. Autre sujet à l'ordre du jour : les textes sur l'évolution de l'audit des grands projets, qui devraient paraître d'ici peu. Nous poursuivons aussi l'élaboration sur la feuille de route sur l'identité numérique, avec l'objectif d'aboutir sur ce premier semestre, avec les 10 ans de France Connect. Dernier point notable : la poursuite de notre implication sur la circulation de données : c'est une évidence qu'au-delà de l'IA, il faut continuer l'effort sur la circulation de données, le "Dites-le nous une fois", parce que ça apporte énormément aux citoyens et aux entreprises. Et donc, avec mes équipes, on réfléchit à un nouveau format d'événement, un peu comme la Rentrée de la data, l'an dernier, tout en fixant notre feuille de route pour l'année sur la question. Et on ne veut surtout pas, parce qu'on fait de l'IA, oublier tout le potentiel de la data, qui vient par ailleurs l'irriguer : c'est un cercle vertueux. Voilà pour l'agenda bien chargé des prochains mois.

**Propos recueillis par Victoria Beurnez**



## Amélie de Montchalin attendue de pied ferme à la Cour des comptes

Bruno Botella

5-7 minutes

---

*“Un coup de massue”, “une déflagration”, “une surprise totale”, “un choix osé”...* L’annonce, lundi 9 février au soir, de la nomination prochaine d’Amélie de Montchalin au poste de Premier président de la Cour des comptes a fait trembler les murs du palais Cambon et des chambres régionales et territoriales des comptes.

### Un profil inédit

La ministre de l’Action et des Comptes publics cumule deux caractéristiques inédites pour l’institution deux fois centenaire : être une femme et être la personnalité la plus jeune à la tête de l’institution, à 40 ans. Au passage, Amélie de Montchalin n’est ni issue de la Cour des comptes, ni fonctionnaire, ce qui était déjà le cas de Didier Migaud, alors que Pierre Moscovici, Philippe Séguin ou Pierre Joxe, pour ne prendre que les derniers profils politiques, avaient débuté leur carrière rue Cambon à la sortie de l’ENA.

Le fait de ne pas avoir le “sang bleu” de la Cour n’est plus vraiment un handicap, selon la plupart des magistrats et anciens magistrats qu’*Acteurs publics* a interrogés. *“La Cour des comptes accueille des profils de plus en plus diversifiés. Pierre Moscovici a bien ouvert les portes et les fenêtres ces dernières années”*, souligne l’un d’entre eux. Certains tiquent en revanche sur l’âge de la future ex-ministre, alors que pour être nommé ou promu conseiller maître, il faut avoir au moins 45 ans... D’autres pointent *“le coup de pied d’Emmanuel Macron qui, après avoir cassé le corps préfectoral et le corps diplomatique, entreprend de décrédibiliser la Cour des comptes”*. Une ancienne figure de la rue Cambon fait le parallèle historique avec François Barbé-Marbois, ancien ministre du Trésor, écarté en 1806 par Napoléon pour être nommé quelques mois plus tard à la tête de la Cour des comptes, nouvellement créée. Et de regretter qu’après tant de décennies à s’éloigner de l’exécutif, la Cour reviendrait à la case départ...

Lire aussi : [Amélie de Montchalin va être nommée par Emmanuel Macron à la tête de la Cour des comptes](#)

Si les compétences, la technicité et le sens politique d'Amélie de Montchalin sont reconnus dans les couloirs du palais Cambon, le plan de carrière et surtout le comportement de la future Première présidente sur les sujets de finances publiques et les nominations internes interrogent. *“Si c’est un poste d’attente et qu’elle retourne en politique dans quelques mois ou quelques années, c’est un problème pour l’institution car ses prédécesseurs politiques étaient déjà en fin de carrière, note un magistrat. De même, si elle rejoint le privé, ce sera un problème aussi pour la Cour, et si elle reste jusqu’à sa retraite, soit vingt-huit ans – ce que personne ne croit –, ce serait une catastrophe !”*

### **Restaurer la collégialité**

Amélie de Montchalin qui présidera aussi le Haut Conseil des finances publiques et Conseil des prélèvements obligatoires devra rapidement clarifier sa position si elle ne veut pas être accusée d’être juge et partie. *“Pour la Cour des comptes, cela semble impossible que celle qui était jusqu’en février 2026 ministre des Comptes publics préside la chambre du conseil qui se prononcera sur la certification des comptes 2025 de l’État, sur l’exécution du budget et sur les perspectives des finances publiques au printemps prochain”*, assure un ancien président de chambre. Ce dernier estime que ce serait l’occasion de restaurer une collégialité, selon lui, passablement abîmée sous le mandat Moscovici.

La forte proximité entre le président de la République et la future Première présidente pose aussi la question des nominations au sein et à la présidence des chambres et au parquet général, qui a le monopole de l’engagement des poursuites devant la chambre du contentieux. Le Premier président dispose en effet d’un pouvoir de proposition de nomination qui permet, dans les faits, surtout lorsqu’il est proche de l’exécutif, de modeler une Cour des comptes et des chambres régionales des comptes à sa main.

### **Donner des gages**

C’est dire si, dès sa prestation de serment et la promesse de se comporter *“comme un digne et loyal magistrat”*, Amélie de Montchalin devra donner des gages et amadouer une maison polie et courtoise, mais pas docile. *“Sa force de travail et sa connaissance fine des finances publiques vont l’aider à s’imposer”*, analyse positivement un magistrat. La Cour des comptes, pas mal

secouée par le style et les réformes imposées par Pierre Moscovici, ne veut pas perdre en visibilité, mais espère renouer avec le “*nous*” plutôt que de continuer avec le “*je*”.

Lire aussi : [Maïa Wirgin : “La Cour des comptes n’a jamais été aussi ouverte et écoutée”](#)

Le sens du dialogue qui a fait d’Amélie de Montchalin une ministre appréciée et respectée par les syndicats à l’époque où elle était chargée exclusivement de la Fonction publique (2020 - 2022) va devoir être déployé à grande échelle. Dans un genre différent et à une autre époque, Didier Migaud avait su apprivoiser la Cour en surjouant la collégialité, l’un des piliers de la Rue Cambon. Amélie de Montchalin, qui va s’installer dans une Cour des comptes profondément réformée, parfois dans la douleur, par son prédécesseur avec la mise en œuvre du plan

“Juridictions financières 2025” aura moins à s’occuper de l’organisation interne que du rayonnement et de l’influence de l’institution. En particulier dans un domaine sensible, qui lui était cher lorsqu’elle était députée : celui de l’évaluation des politiques publiques, sur lequel la Cour des comptes et surtout les chambres régionales patinent encore.

## FIPHFP – Budget – Durabilité

Victoria Beurnez

5–6 minutes

---

Par [Victoria Beurnez](#) - 10 février 2026 - 3 min de lecture



Image d'illustration générée par Midjourney

**Le budget alloué par l'Éducation nationale au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) stagne, selon un député.** Sébastien Saint-Pasteur (PS) a interrogé le ministère de l'Éducation nationale sur le budget qu'il alloue, en tant qu'employeur, pour compléter la participation à ce fonds. *"Alors que les effectifs des personnels bénéficiant de l'obligation d'emploi ont augmenté de 9 000 en deux ans, ce budget demeure inchangé depuis plusieurs années"*, a indiqué le député. Le ministère a répondu que *"cette montée du taux d'emploi [3,3 % en 2022, 4,69 % en 2025] doit être soutenue, avec l'objectif de couvrir les besoins d'aménagements de poste en constante augmentation [...]". Un plan pluriannuel Handicap et inclusion professionnelle est en cours de concertation avec les organisations syndicales représentatives*", a précisé le ministère, indiquant que le plan en question vise à augmenter les recrutements d'agents en situation de handicap, favoriser leur maintien dans l'emploi et accompagner l'évolution de leurs parcours professionnels. *"En outre, ce plan permettra de renforcer les moyens consacrés à cette politique du handicap et d'améliorer*

le suivi de proximité des agents”, conclut le ministère –

**L’Institut de l’économie pour le climat (I4CE) a publié un [billet d’analyse](#) des investissements dédiés au climat dans le projet de loi de finances de 2026, regrettant “un résultat qui paraît bien décevant”. En plus de l’effort budgétaire demandé aux finances locales ([lire notre article à ce sujet](#)), l’Institut fait état de “beaucoup de dépenses qui tiennent peu compte du climat”, et de soutiens publics à l’investissement climat “qui ont fait leurs preuves” mais “s’érodent dans le budget et dépendent de plus en plus de moyens extrabudgétaires”. Si les dispositifs de soutien à la transition des bâtiments, de l’énergie, des mobilités ou de l’agriculture sont “pour la plupart alignés avec les objectifs nationaux”, un bémol persiste sur le [Fonds Vert](#), notamment en raison du flou qui entoure son enveloppe et ses priorités, ce qui implique “qu’il est difficile de penser qu’il générera des projets véritablement nouveaux” – **La direction des achats de l’État a publié une nouvelle [fiche outil](#) dédiée aux achats écoresponsables**.**

Elle vise à aiguiller l’ensemble des services de l’État comme les collectivités territoriales qui doivent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, prendre en compte l’indice de durabilité lorsqu’ils achètent un produit numérique. “Depuis 2025, l’indice de réparabilité est progressivement remplacé par l’indice de durabilité, qui intègre des critères supplémentaires de fiabilité, de robustesse et de facilité de maintenance, rappelle la DAE. L’objectif de ces indices est de réduire la quantité de déchets générée et de favoriser une consommation plus responsable.” Pour accompagner les acheteurs publics, la DAE a partagé sa méthodologie, qui vient compléter le guide construit par le Commissariat général au développement durable (CGDD) sur la prise en compte de la réparabilité dans les achats publics.



Publié le 10 février 2026 · 3 min de lecture

## Découvrez le dernier numéro d'Acteurs publics

AP 178-179 Communes | Une proximité au prix fort

